



Fondation d'entreprise  
**AG2R LA MONDIALE**

# Coopérer pour entreprendre





Thierry Jeantet,  
Président de la Fondation depuis  
2018  
Chef de file Autonomie par l'emploi  
et l'entrepreneuriat

« L'autonomie par l'emploi et l'entrepreneuriat » recouvre deux grands axes : le soutien à l'économie sociale et solidaire, sujet du présent livret, et l'entrepreneuriat des jeunes. En 5 ans, grâce à l'action bénévole de ses membres, la Fondation d'entreprise AG2R LA MONDIALE a soutenu plus de 160 projets dans ces deux domaines pour un montant global de 2 700 000 euros. A l'heure de son anniversaire et en prévision de sa prorogation, nous avons souhaité partager avec le lecteur trois idées simples :

- 1) l'accès à l'emploi pour toutes et tous et sur tous les territoires est un objectif majeur
- 2) la production de richesses n'est pas l'affaire de quelques-uns, elle est à la portée de chacune et de chacun, jeunes y compris
- 3) la créativité, la coopération et la mutualisation sont au fondement des modèles économiques socialement mais aussi écologiquement utiles.

Ces idées ont inspiré l'élaboration de critères spécifiques traduits par trois questions-clé que nos comités utilisent systématiquement pour la sélection des projets financés : **la structure se donne-t-elle pour ambition de contribuer**

**à une forme de transformation sociale ?** Sont choisies en priorité les organisations qui conçoivent leur action et les modalités de mise en œuvre de celles-ci en favorisant l'inclusion sociale, l'autonomie, la capacité d'entreprendre.

**Le projet présenté est-il fondé sur une logique de coopération ou de mutualisation ?** Nous veillons à privilégier les coopérations effectives qui impliquent régulièrement les acteurs (individus ou organisations) et formalisées dans le cadre d'un écosystème, ou d'un statut spécifique (coopérative de production, coopérative d'activité et d'emplois, association, SCIC, Groupement d'Economie Solidaire GES,..).

**La structure implique-t-elle ses parties prenantes dans la gouvernance et sa gestion ?** Elle doit associer ses salariés, ses bénévoles, ses usagers et ses bénéficiaires à la conception de ses actions et les informe régulièrement des évolutions statutaires ou opérationnelles. Pour les acteurs relevant de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE), nous sommes attentifs à trois critères supplémentaires que le Secrétariat général est chargé

d'appliquer au moment de la pré-sélection : un dialogue social formalisé a-t-il été mis en place dans les instances de gouvernance ? les dispositifs de « formation en situation de travail » sont-ils qualifiants, diplômants et reconnus par les branches professionnelles, comme les Certificats de qualification professionnelle, les diplômes et titres professionnels ? La structure est-elle entrée dans une démarche de labellisation ou de certification, validée par un tiers, ou d'auto-évaluation qui tient compte des référentiels de place établis par les fédérations représentatives de l'IAE ? Les expérimentations et projets mis en avant dans cette brochure constituent des illustrations très concrètes de nos engagements de la Fondation AG2R LA MONDIALE en faveur de projets portés par des femmes et des hommes décidés à « faire ensemble » ; prouvant que l'Économie Sociale et Solidaire c'est la nouvelle efficacité : sociale, civique, environnementale comme économique. Faites le savoir !

# Sommaire

- 6 Les expérimentations
  - 7 Gesra
  - 16 Farinez'vous
  - 27 Réseau Tissons la solidarité
  - 35 Fondation Entrepreneurs de la Cité
  - 46 Coopaname
  - 57 ATD Quart Monde
  - 68 Messidor
- 80 Chiffres clés depuis 2005
- 81 Catalogue 2014-2019
- 84 Catalogue 2010-2013

# Les expérimentations

# Gesra





# Un collectif d'épicerie sociales et solidaires en région Auvergne Rhône-Alpes

**Au début des années 2000, un nouveau modèle émerge dans l'aide alimentaire : les épicerie sociales. Afin d'assurer une meilleure représentation de ces structures, un collectif de six épicerie se crée en 2004, donnant naissance au Groupement des Épicerie Sociales et Solidaires de la région Auvergne Rhône-Alpes (Gesra). Au programme : échange sur les pratiques, partage et mutualisation des ressources.**

L'épicerie, tout le monde connaît. C'est ce lieu dans lequel il est possible d'aller remplir son panier hebdomadaire, tant en produits frais que de conservation.

L'épicerie sociale en revanche, pour qui n'est pas dans le besoin, est déjà moins connue. Son principe, aujourd'hui répandu dans la France entière, est simple : permettre à des personnes en difficulté économique d'accéder à des produits alimentaires à 30 % du prix du marché en moyenne. Les épicerie sociales sont nées du constat selon lequel les dispositifs classiques d'aide alimentaire sont construits sur un schéma « d'urgence », qui ne répond que partiellement aux attentes des personnes en précarité économique. Restos du cœur, Secours Populaire, Secours Catholique... Pour Marc Tersoglio, en charge des partenariats du Gesra : *« Si ces associations font un travail remarquable et fondamental, nous avons souhaité, au-delà de l'urgence, approcher la personne de manière globale, la mettre au centre de son projet. »* Le Gesra développe, encourage et promeut alors un modèle d'épicerie fondé sur trois piliers : proposer une alimentation de qualité (voir encadré page 13), créer du lien social et encourager la participation.

## **Du social au social ET solidaire**

Les épiceries sociales sont des commerces comme les autres, à ceci près que l'alimentation proposée se fait sous forme de libre choix et provient d'un système d'aide alimentaire. Portées par des associations ou des CCAS<sup>1</sup> des territoires, elles accompagnent les bénéficiaires dans la mise en œuvre d'un projet individuel, qui doit leur permettre de se sortir de leur difficulté. Cela peut, par exemple, être le remboursement d'une dette, l'achat d'un équipement ou le passage du permis de conduire. L'isolement étant une situation fréquente pour les personnes accueillies, les épiceries sociales organisent également des ateliers autour de thèmes essentiels comme la cuisine, la santé ou le bien-être. Pour Marc Tersoglio, « *ces temps collectifs permettent aux bénéficiaires de recréer du lien et de se remettre dans un circuit que les aléas de la vie leur ont fait abandonner* ». Si c'est là le schéma que suivent les deux tiers des épiceries du réseau, le Gesra est également composé d'épiceries sociales et solidaires, un modèle plus récent et innovant, qui repose sur la mixité des publics.

Depuis quelques années, des épiceries ouvrent ainsi leur porte à une clientèle dite « solidaire », qui ne connaît pas de difficulté économique particulière. Généralement constituée d'habitants du territoire qui ont envie de s'engager, cette dernière n'est pas soumise à la même politique de prix et n'a pas accès aux denrées issues de l'aide alimentaire. Les tarifs affichés sont alors à prix coûtant pour les bénéficiaires et à 100 % du prix du marché pour le public solidaire.

Le public solidaire peut aussi être bénévole et donner de son temps pour le fonctionnement du magasin. Il participe ainsi à créer une véritable mixité sociale au sein des épiceries, ce qui encourage les échanges. Pour le chargé des partenariats, « *ces lieux sont moins stigmatisants pour les personnes en situation de précarité que ceux exclusivement dédiés à l'aide alimentaire. Elles n'ont pas la sensation d'entrer dans un magasin de pauvre et ça, ça change tout* ». Aujourd'hui, un tiers des épiceries membres du Gesra ont adopté ce modèle fondé sur l'Économie Sociale et Solidaire. Un modèle émergent, qui croît d'année en année.

<sup>1</sup> Centre Communal d'Action Sociale.

## Un rôle de tête de réseau

Aujourd'hui, le Gesra a grandi. Avec trois salariés, il endosse le rôle d'animation de réseau pour 44 épiceries de la région Auvergne Rhône-Alpes, qui rassemblent 80 employés, 18 000 bénéficiaires et 750 bénévoles. Selon Marc Tersoglio, : « *le groupement n'a de raison d'être que pour répondre aux objectifs fixés par ses membres qui tous, sont des épiceries du réseau. L'organisation est horizontale et il n'y a aucune ingérence dans leur fonctionnement.* »

Sollicité par des porteurs de projet qui souhaitent être accompagnés dans leur phase de création, le Gesra les aide à travailler sur leur modèle économique, la construction du budget prévisionnel, l'approvisionnement, la stratégie d'achat, la logistique, la relation entre les utilisateurs et leur organisation... Tout ce dont les épiceries ont besoin pour voir le jour et fonctionner. Il organise également des formations pour les différents travailleurs sociaux et bénévoles du réseau ainsi que, régulièrement, des rencontres locales et régionales.

Pour répondre aux besoins sur l'épineuse question de l'approvisionnement, le groupement a récemment développé une plateforme logistique, gérée par ses soins. Cette dernière est alimentée à la fois par les dons des partenaires de la filière alimentaire, ainsi que par l'achat de denrées. Au-delà de ces aspects pratiques, le Gesra s'occupe également de faire connaître le principe d'épicerie sociale et solidaire auprès des différents partenaires comme les collectivités territoriales, les élus, l'État, la Direction Générale de la cohésion sociale ou encore les entreprises et fondations. L'objectif est double : promouvoir cette forme d'épicerie innovante et trouver des soutiens.

La Fondation AG2R LA MONDIALE s'est tout de suite intéressée à ce modèle d'épicerie innovant, qui redonne de la dignité aux personnes accueillies et met en place des actions concrètes pour qu'elles ne s'installent pas dans une situation de dépendance. Pour Marc Tersoglio, « *La Fondation AG2R LA MONDIALE est le partenaire historique avec lequel nous avons le plus de proximité et d'échanges* ».

Une relation, qui se nourrit de l'envie partagée d'aller toujours plus loin. En l'occurrence : créer une Union des Groupements des Épiceries Sociales et Solidaires en France (UGESS). Un projet en réflexion. Un projet, que l'on pourrait bien voir émerger dans les années à venir.

## Pour en savoir plus

### **Sur le Gesra**

133 avenue Franklin Roosevelt  
69150 Décines Charpieu  
09 72 36 15 90  
[www.Gesra.org](http://www.Gesra.org)

### **Sur l'épicerie solidaire Trévoux – Jassans**

Espace Solidarité  
82 Grande rue  
01600 Trévoux  
09 63 66 82 13  
[epicerie.solidaire@valhorizon.fr](mailto:epicerie.solidaire@valhorizon.fr)  
[www.epiceriesolidaire.fr](http://www.epiceriesolidaire.fr)

### **Pour visualiser la carte des épiceries sociales et solidaires de Rhône Alpes**

[https://www.Gesra.org/  
epiceries-sociales-et-  
solidaires/carte-des-epiceries](https://www.Gesra.org/epiceries-sociales-et-solidaires/carte-des-epiceries)

### **Pour acheter le livre « Bio'Vrac, recettes pour bien manger » (Edition Gesra)**

[https://www.Gesra.org/livre/  
bio-frac-recettes-pour-bien-  
manger](https://www.Gesra.org/livre/bio-frac-recettes-pour-bien-manger)

# Une alimentation de qualité pour tous

Depuis sa création, le Gesra intègre au cœur de ses préoccupations le lien entre alimentation et santé. Constatant que dans les rayons des épiceries, la qualité n'est pas toujours au rendez-vous, le groupement a développé un approvisionnement auprès d'acteurs de produits biologiques en France. Selon Marc Tersoglio, en charge des partenariats du Gesra : *« C'est là une spécificité de notre groupement, que l'on retrouve dans toutes les actions que nous menons, et qui est plutôt rare dans l'aide alimentaire »*. L'association entend ainsi rendre les produits bios accessibles à tous et encourager de nouvelles habitudes de consommation au sein des épiceries sociales et solidaires de son réseau. En parallèle, le Gesra a développé un programme de sensibilisation à l'alimentation de qualité, en lien avec l'Agence Régionale pour

la Santé (ARS). L'ouvrage « Bio'Vrac : recettes pour bien manger », qui présente des explications nutritionnelles et des recettes à base de protéines végétales, a notamment été publié en partenariat avec l'enseigne Biocoop. En deux mois, plus de 3 000 exemplaires ont été vendus, ce qui témoigne de l'intérêt que suscite aujourd'hui une alimentation saine et équilibrée.

Grâce à son nouveau programme « *Des protéines végétales dans mon assiette* », le groupement sensibilise également le public accueilli dans ses structures à la consommation de protéines végétales. La prochaine étape, pour Marc Tersoglio, serait de monter un club « Partenaires » qui réunirait les principaux acteurs du bio en France : *« L'idée est que les enseignes aient le réflexe Gesra. Si l'on réussissait à les mobiliser autour de thématiques sociales et solidaires, à faire en sorte qu'ils fassent cause commune sur ce sujet, ce serait génial ! »*.

# Lucile Monot

**Salariée de l'épicerie sociale et solidaire de Trévoux et membre du Conseil d'administration du Gesra**



Depuis 2015, je suis conseillère en économie sociale et familiale au sein de l'épicerie sociale et solidaire de Trévoux, dans l'Ain. En charge du suivi des bénéficiaires et de l'animation des ateliers collectifs, j'assure notamment le lien avec nos partenaires comme la CAF, les CCAS ou les Missions Locales. Une fois par mois, nous analysons collectivement la situation des ménages en demande et décidons s'ils intègrent l'épicerie, pour combien de temps, ainsi que le montant du crédit d'achat qu'ils vont pouvoir dépenser dans le magasin.

En général, il s'agit de foyers qui souhaitent financer un projet de vie lié à leur logement, leur santé ou leur travail, mais qui ne le peuvent pas. À partir de la somme dont ils ont besoin pour réaliser leur projet, nous définissons la durée d'accès à l'épicerie. À la fin de la période, nous faisons un bilan et regardons si tout s'est bien passé ou si, au contraire, ils ont encore besoin de nos services. Nous accueillons ainsi en moyenne 50 ménages en situation de précarité par mois, soit environ 500 personnes (ou 200 ménages) à l'année. En venant faire leurs courses dans l'épicerie, ces dernières côtoient également nos clients dits « solidaires » qui eux, ne sont pas dans le besoin, mais viennent chez nous pour soutenir notre démarche. Cette mixité est très intéressante car elle permet de faire tomber l'étiquette de pauvreté qui colle trop souvent à la peau des bénéficiaires de structures sociales. À l'épicerie sociale et solidaire de Trévoux, nous sommes également un chantier d'insertion, ce qui n'est pas courant dans le monde de l'épicerie.

Quand ils arrivent, nos salariés ne connaissent rien aux métiers du commerce ou de la vente. Le turnover est alors très important car le but, c'est que ces derniers partent vers la formation ou l'emploi. Nous avons aussi développé une épicerie itinérante, en partenariat avec des associations locales, pour alimenter les nombreux petits villages isolés et mal desservis par les transports en commun. Depuis que je suis arrivée à l'épicerie de Trévoux, j'ai pu bénéficier de formations et de rencontres régionales organisées par le Gesra. Lorsqu'une collègue qui nous représentait à son Conseil d'administration est partie à la retraite en 2017, j'ai intégré cette instance en tant que trésorière adjointe. Très peu de temps après, nous avons fait appel à un DLA<sup>1</sup> pour retravailler sur notre gouvernance. J'ai beaucoup apprécié la dynamique que cela a créé. Depuis peu, je suis co-présidente du Gesra et si au sein de l'épicerie de Trévoux j'ai toujours la même mission, mon rôle dans le groupement m'ouvre d'autres perspectives comme celles de travailler sur

notre développement, sur les aides financières, le lien aux collectivités, à la politique territoriale, etc. C'est tellement riche et intéressant, j'espère que cela durera encore longtemps !

<sup>1</sup> Dispositif local d'accompagnement (DLA) est un dispositif de l'État qui accompagne le développement de structures employeuses de l'Économie Sociale et Solidaire.

# Farinez'vous



WE condo



# Farinez'vous, pour une boulangerie artisanale, solidaire et durable

**Pendant longtemps, Domitille Flichy a travaillé dans des collectivités où elle finançait des structures d'insertion professionnelle. Au regard des nombreux projets qui se montaient, elle eut l'idée et l'envie de faire la même chose avec la boulangerie. C'est ainsi qu'en 2009, elle créa la première boulangerie d'insertion française au nom évocateur de Farinez'vous.**

Il y a 10 ans, une première boutique a vu le jour dans le XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris et cinq ans plus tard une deuxième, dans le XIII<sup>e</sup>. Leurs missions : défendre la boulangerie artisanale, soutenir une alimentation durable (voir encadré page 22) et accueillir des personnes éloignées de l'emploi.

S'il s'agit d'une entreprise commerciale classique, soumise aux habituelles taxes et exigences de rentabilité, Farinez'vous a la particularité de lier deux activités : la boulangerie artisanale et le travail social. Pour Domitille Flichy, sa fondatrice, *« c'est un peu comme si on était une bibliothèque – boulangerie. Un lieu où l'on apprend un métier valorisant, qui connaît de nombreux débouchés »*. Un lieu, pour rebondir dans la vie.

## **Première boulangerie d'insertion en France**

Il y a dix ans, cela n'existait pas encore. L'insertion se passait ailleurs, loin de la boulangerie. Domitille Flichy a alors voulu montrer qu'il était aussi possible, sur un commerce de proximité, d'embaucher des personnes en difficulté : *« Parfois, on entend dire qu'il s'agit de concurrence déloyale et pourtant, ce sont deux activités différentes, bien que totalement imbriquées. »* En tant que mission d'intérêt général, l'activité sociale de Farinez'vous est subventionnée. Mais son activité économique en revanche, se déroule comme dans toute entreprise classique : elle est dictée par son chiffre d'affaires.

La particularité, c'est l'accès à un contrat de travail à durée déterminée, dit CDD d'insertion. Signé pour deux ans maximum avec un agrément de Pôle emploi, il ouvre aux salariés en difficulté les mêmes droits que les autres. Les personnes en insertion sont accompagnées et encadrées par les permanents des boutiques (voir portrait page 23). Boulanger, tourier, préparateur salé, vendeur, livreur... Au total, l'entreprise a déjà créé 26 postes en CDD d'insertion et permis, à 75 % des boulangers formés, d'être embauchés en CDI dans une boulangerie artisanale. Chaque année, Farinez'vous rend des comptes sur son projet social au Ministère du Travail, qui le finance en partie. *« Nous sommes challengés sur nos résultats »*, nous confie Domitille Flichy. Un challenge, qui relève de l'équilibrisme, car *« trop de social altère la rentabilité et menace la viabilité de l'entreprise et a contrario s'il n'y a pas assez de social, ce n'est plus le projet »*. Or le projet, c'est justement de former des personnes très éloignées de l'emploi et de les aider à retrouver le chemin du monde professionnel. Un chemin qui, pour certains, s'apparente à un véritable parcours du combattant.

## Un équilibre subtil

Depuis 10 ans, Farinez'vous voit passer tous types de profils dans ses boutiques. *« Il existe autant d'individus que d'histoires personnelles »*, autant de parcours singuliers qui, à un moment donné, ont basculé dans la précarité. Pour Domitille Flichy, *« Certaines ruptures de vie sont très fortes et soudaines. Ce qui me frappe, c'est que ça pourrait arriver à tout un chacun »*. Au sein de son entreprise, cette dernière a alors embauché une chargée d'insertion, qui accompagne les salariés dans la résolution de leur problématique sociale : définition du projet professionnel, réalisation et envoi du CV, suivi des stages à réaliser, etc. Parce qu'il est parfois nécessaire de mettre de l'huile dans des rouages qui peuvent s'enrailler, elle joue également un rôle important de médiation au sein des équipes. Pour la fondatrice, *« le plus facile, c'est d'apprendre le métier, sa partie technique. En revanche, pour des personnes qui sont sorties du monde professionnel depuis longtemps, renouer avec ses codes peut s'avérer très complexe »*. Stress, retard, abandon de poste, difficultés à communiquer...

Une grosse partie du travail des équipes de Farinez'vous réside alors dans cet accompagnement essentiel, qui permet à des personnes dans le besoin de retrouver le chemin de l'emploi, de mieux en appréhender l'entrée et de parvenir à s'y maintenir.

### **Un regard toujours tourné vers l'avenir**

Domitille Flichy n'a de cesse de parfaire son projet, d'en inventer de nouvelles fonctionnalités. Partant du principe *« qu'on ne nait pas manager, mais qu'on le devient »*, elle a notamment mis en place des formations à destination des dirigeants de boulangerie avec une formatrice psychologue du travail. Les deux femmes conseillent ainsi les patrons boulangers sur les questions de management. *« Dans un contexte d'extrême fatigue, observe Domitille Flichy, beaucoup arrêtent pour des questions humaines. Gérer une équipe, faire cohésion, motiver les salariés... Ce n'est pas toujours simple »*. Pour pallier cette difficulté, cette dernière aimerait alors également mettre en place des rencontres régulières entre patrons. Car tous se sentent seuls.

*« Quand vous entendez un patron boulanger raconter, le cœur lourd, que parfois il s'assied sur les marches de sa boutique pour pleurer. Et tous les autres de témoigner que cela leur est déjà arrivé, c'est fort. Très fort. »* L'important alors, est de ne pas rester seul. En allant encore plus loin dans ses rêves, la fondatrice de Farinez'vous imagine mettre en place une structure d'aide aux porteurs de projets de boulangerie d'insertion. Pour elle, *« il en faudrait une dans toutes les villes »*. L'essaimage. C'est là un sujet sur lequel la Fondation AG2R LA MONDIALE s'est immédiatement positionnée, en plus de son soutien lors de l'ouverture des boutiques. Grâce à elle, un guide à destination des porteurs de projets a notamment été réalisé. Et si, pour l'heure, la structure n'a pas encore vu le jour, Domitille Flichy accompagne au cas par cas les porteurs de projets qui la sollicitent. Un coup de pouce bienvenu, qui vient compléter le triptyque sur lequel repose toute la démarche de Farinez'vous : insertion, alimentation durable et essaimage.

Pour en savoir plus

**Farinez'vous :**  
**Deux boulangeries artisanales**  
**et solidaires à Paris**  
19 rue du Château des Rentiers  
75013 Paris  
8h00-18h30

9 bis rue Villiot  
75012 Paris  
7h30-16h30

<http://www.farinez-vous.com/>



Domitille Flichy,  
Fondatrice de Farinez'vous

# Farinez'vous : vers une boulangerie artisanale, solidaire et... durable !

Au-delà de sa dimension sociale et solidaire, Farinez'vous a également à cœur de s'inscrire dans une démarche durable. Pour ce faire, elle privilégie des matières premières issues de produits locaux, biologiques et équitables. Les fruits et légumes sont de saison, le beurre AOC, la levure naturelle, et tout ce qui y est produit est frais du jour, sans aucun additif, colorant, améliorant, ni conservateur. Mais ce n'est pas tout. Car Domitille Flichy, sa fondatrice, souhaite aussi travailler sur *« l'écoconception des produits, ainsi que l'analyse poussée de leur impact écologique »*. Faire en sorte que de la fourche à la fourchette, les produits soient à la fois sains, bons, écologiques et sans gaspillage, peut relever du véritable casse-tête.

Pour les déchets comme les cannettes, les bouteilles en plastique ou le marc de café, Farinez'vous fait appel aux Joyeux Recycleurs, une entreprise de recyclage en insertion. Et pour ses boîtes à salade à emporter, la boulangerie travaille avec RECONCIL, un réseau local d'emballages consignés. Malgré ces avancées, il n'est pas toujours possible d'allier le local, le bio et le vrac. Pour Domitille Flichy, d'autres questions se posent alors : *« Mieux vaut-il acheter bio ou local ? Doit-on arrêter de vendre du café ? L'entreprise pourrait-elle se le permettre ? Etc. »* Pour avancer sur ces questions difficiles qui secouent sa profession, la fondatrice imagine créer un « think and do tank », un espace de réflexion et d'action pour que les boulangers se saisissent de ces sujets. Car la demande est bien là et pour Domitille Flichy, *« il y a un vrai besoin de réfléchir à la manière dont nos commerces pourraient respecter ces nouvelles exigences des consommateurs »*. Des exigences pour leur santé, comme pour celle de la planète.

# Chelia Brahim

**Responsable des magasins  
et encadrante technique  
des personnes en insertion  
chez Farinez'vous**



Le début de mon aventure chez Farinez'vous est un peu le fruit du hasard, car je n'avais pas fait d'étude dans le domaine de la vente ni de la boulangerie, mais dans l'import-export. C'est en cherchant du travail, que je suis tombée sur leur offre d'emploi. Je me rappelle avoir été attirée par la dimension humaine de l'entreprise, par l'accompagnement, le soutien et la prise en charge des personnes en difficulté. Cela fait maintenant neuf ans que je suis là et j'aime toujours autant ce que je fais.

Les premières années, Domitille Flichy, la fondatrice de la boulangerie, m'a beaucoup appris. Elle m'a transmis tout ce que son expérience lui avait permis d'acquérir. Aujourd'hui, je suis responsable magasins et à ce titre, je m'occupe de fidéliser les clients et de mettre en valeur l'espace commercial. Je veille également au respect des concepts et des valeurs de l'entreprise, ainsi qu'à sa démarche qualité : recherche de bons produits pour nos matières premières, diminution de nos déchets, tissage de partenariat autour de la thématique du développement durable (voir encadré page 22), etc. Au-delà de mon poste de responsable des magasins, je suis également encadrante technique des personnes en insertion pour tout ce qui touche à la vente et la préparation salée des salades et sandwiches pour les repas du midi. Tout comme le boulanger ou le tourier dans leurs domaines, je transmets mon savoir-faire. La plupart du temps, les personnes qui arrivent chez nous sont éloignées de la vie active et n'ont aucune expérience dans ces métiers.

Souvent, elles rencontrent aussi des difficultés dans leur vie sociale et ont besoin d'un réel accompagnement, en plus de la formation. Je veille alors à ce que tout se passe bien pour elles au sein de notre entreprise, que les règles d'hygiène et les temps de travail soient respectés, qu'il y ait une bonne entente dans l'équipe... En résumé, à ce que tout le monde soit à l'aise à son poste. Ce que j'aime le plus chez Farinez'vous, c'est la dimension humaine qu'apporte la mission d'insertion. Je partage beaucoup de choses avec les personnes qui sont en contrat à durée déterminée chez nous. Chacune arrive avec sa propre histoire, son propre parcours et c'est très enrichissant. J'aime les voir progresser et gagner confiance en eux. Quand ils arrivent pour la première fois à accomplir seuls une tâche de A à Z, ils ressentent de la fierté, voire de la joie. C'est pour moi très enthousiasmant car je la ressens aussi, par ricochet. Partager ses compétences au quotidien requiert de la patience, de l'écoute et du partage... Cela nous demande de cultiver des valeurs humaines qui sont pour moi essentielles et que je suis heureuse de rencontrer dans ma vie professionnelle.



# Olivier Kalis et Philippe Soulard



## **Vice-présidents de la Fondation, à quelles priorités êtes-vous le plus sensibles en matière économique ?**

La Fondation s'inscrit dans un héritage, celui de la Fondation du Pôle alimentaire qui a rejoint les fondations AG2R et La Mondiale, fin 2013, pour créer toutes ensemble la Fondation d'entreprise du groupe AG2R LA MONDIALE. Désignés par nos organisations respectives pour co-présider la Fondation avec Thierry Jeantet, représentant La Mondiale, nous veillons à la prise en compte des orientations de l'Institution de prévoyance et de la sensibilité du Pôle alimentaire. Concrètement, dans le domaine de l'autonomie par l'emploi et l'entrepreneuriat,

il nous paraît essentiel de veiller d'une part à instruire des projets solidaires qui permettent de faire connaître les métiers de l'Alimentaire dans toute leur diversité, d'autre part de soutenir des démarches socialement nécessaires, complémentaires et non-substitutives de l'action des entreprises classiques.

## **En quoi les projets présentés correspondent-ils bien à vos exigences ?**

Qu'il s'agisse de Farinez-vous, des épiceries sociales et solidaires du GESRA, du Paysan Urbain ou des jardins de Cocagne, tous ont en commun de viser l'autonomie économique (par la mise en œuvre d'activités de production marchandes) tout en réinvestissant la totalité du résultat dans la réalisation d'un projet éthique et social dont le coût réel nécessite des soutiens financiers complémentaires. En outre, ces structures travaillent main dans la main avec les entreprises de leur secteur d'activité et du territoire, notamment pour échanger des idées, accompagner les salariés en insertion vers le secteur « classique », parfois aussi pour mutualiser des outils, des formations, voire des achats de matières premières.

Nous pensons qu'il faut privilégier des associations compétentes et ouvertes aux coopérations avec le marché, qui ne se mettent ni en opposition ni en concurrence déloyale vis-à-vis de petites entreprises artisanales lesquelles contribuent aussi, à leur échelle, à faire vivre une diversité économique et sociale dans notre pays. Nous croyons à la coopération économique entre acteurs de l'entrepreneuriat et de l'ESS quand cette coopération est juste et équilibrée pour tous.

**Si vous deviez mettre en évidence une spécificité de la Fondation ?**

Cette fondation est unique au sein du Groupe par plusieurs aspects : sa capacité à mobiliser les salariés et les assurés pour mener des actions de bénévolat aux côtés des associations que nous soutenons. Cette fondation est un outil de mobilisation sympathique et chaleureux qui permet de faire vivre l'affectio societatis solidaire qui caractérise AG2R LA MONDIALE.

En outre, ses orientations sur l'éducation, l'entrepreneuriat des jeunes et l'ESS complètent parfaitement celles de l'action sociale de la Fédération Agirc-Arrco. Enfin, elle est financée exclusivement par les fonds propres de la prévoyance, du pôle mutualiste et de La Mondiale, elle exprime donc l'engagement de nos sociétés d'assurance dans l'intérêt général. En cela, elle est un outil de la démarche de responsabilité sociétale du Groupe.

# Réseau Tissons la solidarité



# Quand la solidarité se tisse

**En 2004, cherchant à transformer ses lieux de collecte, de tri et de redistribution de vêtements en chantiers d'insertion, le Secours Catholique crée le réseau Tissons la Solidarité. Deux ans plus tard, ce dernier devient indépendant et depuis, il accompagne celles et ceux qui le désirent vers un retour à l'emploi dans un secteur en pleine expansion : le textile de seconde main. Rencontre.**

*« 50 % de notre public sont des femmes seules avec enfant. Le critère d'efficacité à court terme est donc très important pour nous ».* Par ces mots Caroline Portes, directrice générale du réseau Tissons la solidarité, résume plus de quinze ans d'engagement pour lutter contre l'exclusion, le chômage et la précarité. Un engagement, qui prend corps au travers d'un réseau de 70 structures d'insertion par l'activité économique, dont le cœur de métier est la gestion du textile de seconde main.

Collecte, tri, couture, revente... les vêtements ainsi revalorisés et transformés sont ensuite commercialisés dans 125 boutiques ouvertes à tous, réparties sur l'ensemble du territoire français. Des structures qui, avec leurs 400 permanents, favorisent le retour à l'emploi de 1 900 salarié(e)s en insertion. Quand l'efficacité se met au service de la solidarité, la créativité ne connaît plus de limite. C'est ainsi que le réseau Tissons la solidarité a choisi de répartir son activité en trois pôles, dans lesquels il développe de multiples projets : la professionnalisation des structures du réseau, la formation des bénéficiaires et le travail sur les métiers de demain.

## **Mettre en valeur les talents**

En tant que réseau, Tissons la Solidarité met son savoir-faire au service des structures d'insertion par l'activité économique qui le compose pour chercher, ensemble, des synergies permettant d'avancer de manière concrète et efficiente.

Parce que fédérer se traduit par l'entraide réciproque, il les accompagne dans l'apprentissage du métier, la professionnalisation de leurs savoir-faire ou encore la réalisation de leurs investissements. Et parce que les salariés en insertion ont aussi du talent, pour Caroline Portes, « ils doivent avoir accès à des formations métiers qualifiantes, dont la valeur est incontestable sur le marché du travail. ».

Dans la poursuite de cet objectif ambitieux, Tissons la solidarité est devenu un centre de formation professionnel de la branche textile. La pédagogie développée est totalement adaptée aux personnes qui viennent se former, afin de révéler les talents et les forces de chacun. Ce changement de regard, qui consiste à ne plus percevoir les personnes par leurs manques, mais par leurs compétences, porte ses fruits. Avec 71% de retour à l'emploi, les formations proposées concernent aussi bien la couture ou la retouche que la vente. En parallèle, le réseau a développé des boutiques-école, véritables lieux de formation avec des boutiques conformes à celles de l'économie classique qui permettent à tous d'accéder à une formation qualifiante de vendeur conseil.

## **Préparer l'avenir**

En parallèle des formations, Tissons la solidarité a créé le pôle « Mobilisation emploi », dont l'objectif est de travailler sur les métiers de demain. Pour la directrice générale, « l'emploi n'est pas seulement une problématique actuelle, mais aussi une question d'avenir. Pour nous, il n'y a pas de CV blanc. Il y a des compétences, issues d'un parcours de vie. La question est : comment les transformer pour répondre aux besoins d'un bassin territorial ? ».

Pour ce faire le réseau part du terrain, où il mène différentes expérimentations sur le transfert des compétences et savoir-faire comme à Belfort, par exemple, qui n'offre pas de débouché textile. En travaillant avec les acteurs économiques locaux, Tissons la solidarité a ainsi permis aux personnes qui y ont suivi la formation Couture d'être employées dans le secteur de l'industrie.

Par ailleurs, l'économie circulaire étant en plein boom et nécessitant des couturières de qualité, le réseau a également développé l'Upcycling, dont la devise est : rien ne se perd, tout se transforme. Selon Caroline Portes, « avec 80 milliards de vêtements fabriqués chaque année dans le monde pour 7 milliards d'individus, le secteur de la mode est le deuxième secteur le plus polluants au monde. De nombreuses enseignes se posant la question de la surproduction et de la gestion des invendus, une nouvelle génération de créateurs émergent et nous nous devons d'y participer. ». Aujourd'hui en France, 40 % des vêtements collectés ne sont pas réutilisés, mais recyclés. Tissons la solidarité souhaite alors exploiter ce gisement pour permettre la création de nouveaux vêtements et ainsi participer à ce que la mode soit plus éthique, responsable et transparente vis-à-vis de la planète et de ses habitants. Aujourd'hui, le réseau Tissons la solidarité est en pleine expansion.

Soutenu par les pouvoirs publics, il s'est également rapproché des entreprises de la distribution de vêtements et des professionnels de la mode (notamment les Maisons de Luxe), démontrant par-là que l'économie sociale et solidaire peut être complémentaire de l'économie classique. Une dimension, qui parle aussi à la Fondation AG2R LA MONDIALE, appui historique de Tissons la solidarité. Car pour sa directrice, « S'il y a une fondation qui connaît parfaitement notre travail, c'est bien la Fondation AG2R LA MONDIALE ! Cela fait maintenant 10 ans qu'elle nous suit, nous soutient, et participe à tous les groupes de travail et de réflexion. ». Quand les deux structures se sont rencontrées, seul le pôle animation de réseau existait. Le travail de partenariat a ainsi été fondamental pour que les expérimentations voient le jour et les grands axes stratégiques se dessinent. De la création du centre de formation au projet « Mobilisation emploi », de l'upcycling au campus numérique (voir encadré page 33), Tissons la solidarité n'a de cesse de développer de nouveaux projets, qui s'inscrivent totalement dans l'ère du temps.

Pour en savoir plus

**Sur le réseau Tissons la solidarité**

106 rue du bac – 75007 Paris

01 45 49 73 98

Caroline Portes :

06 21 95 15 49

carolineportes@hotmail.com

<https://www.tissonsla>

[solidarite.fr](https://www.tissonsla)

**Pour avoir la liste et les coordonnées des structures d'insertion et associations adhérentes :**

<https://www.tissonsla>

[solidarite.fr/nous-contacter](https://www.tissonsla)

**Sur Inser-Vêt**

3 rue de Soissons

90000 Belfort

03 84 22 63 36

[inser-vet2@wanadoo.fr](mailto:inser-vet2@wanadoo.fr)



# Le campus numérique Formaveo

Récemment, le réseau Tissons la solidarité a décidé de franchir une nouvelle étape, en s'ouvrant au numérique. Pour Caroline Portes, sa directrice générale : « *Basculer nos formations sur numérique nous permet d'opérer un changement d'échelle, d'offrir l'accès à plus de monde mais surtout, de les ouvrir aux personnes en situation de handicap.* ». Actuellement, les équipes travaillent à la mise en place des supports pédagogiques de la future plateforme numérique et, conformément à l'esprit qui anime Tissons la solidarité depuis le début, ces derniers sont construits avec et pour les personnes apprenantes. Pour ce faire, un groupe de Testeurs a été constitué avec des salariés en insertion et des personnes vivant avec un handicap. L'objectif est ambitieux : faire en sorte que les supports soient performants et surtout,

compréhensibles par tout le monde. Qu'aucune personne ne puisse pas y avoir accès.

Fin 2019, une première version de la plateforme devrait voir le jour. Cette dernière sera ensuite démultipliée pour être adaptée à chaque type de handicap. Véritable écosystème de production et de partage de contenus pédagogiques interactifs, la plateforme mettra en relation formateurs et apprenants, permettant ainsi de faciliter la circulation des savoirs. Demandeur d'emploi, salarié en insertion, personne en situation de handicap... tout le monde aura alors accès à ces formations qualifiantes de vendeur conseil, employé commercial en magasin ou retoucheur. Toutes, sont adaptées et adaptables aux besoins des entreprises. Pour Caroline Portes, ce projet est particulièrement enthousiasmant car il montre que « *rien n'est impossible, du moment que l'on ne travaille pas seul dans son coin, mais avec les personnes concernées.* ». Une conviction, qui anime les équipes de Tissons la solidarité depuis ses premières heures et qui a déjà porté de nombreux fruits.

# Asef, jeune couturier afghan



Afghan d'origine, j'ai quitté mon pays à l'âge de 13 ans et depuis, j'ai dû assurer ma survie par mes propres moyens. Pendant neuf ans, j'ai habité en Norvège où j'ai travaillé en tant que couturier pour les éléments de bateau et de voiture. Quand je suis arrivé en France, je ne parlais pas la langue et c'était quasiment impossible pour moi de trouver du travail dans ces conditions. Une assistante sociale m'a alors orienté vers Inser-vêt, une structure du réseau Tissons la solidarité qui propose différents ateliers en chantier d'insertion (ressourcerie, bois et textile, couture et broderie).

Après avoir fait une journée test, j'ai été pris pour travailler là-bas pendant plusieurs mois. J'ai pu bénéficier de cours de français et apprendre les codes et les règles du travail en France, qui ne sont pas les mêmes qu'en Norvège. J'ai également suivi la formation couturier retoucheur de 300 heures sur 6 mois proposée par Tissons la Solidarité. Cette formation prépare les couturiers à travailler sur toutes les tâches de retouche ainsi que sur la transformation des vêtements. Elle nous apprend les techniques de repassage, la prise de mesures, les différentes matières, les tendances, ainsi qu'à harmoniser les couleurs. En fin de formation, nous avons été évalués par les professionnels de la maison Chanel. Depuis, j'ai été embauché en CDI dans l'entreprise Laily à Grandvillars qui fabrique des bâches et des stores, où je travaille depuis mars 2019. C'est principalement grâce à Inser-vêt que j'ai trouvé cet emploi car sans leur appui, jamais ils ne m'auraient fait confiance. J'aime mon métier et je suis très heureux de pouvoir maintenant le mettre en œuvre dans une entreprise française, où tout se passe bien.

# Fondation Entrepreneurs de la Cité



**SOLIDARITÉ**

**ETHIQUE**

**MICRO-  
ASSURANCE**

**RESPONSABILITÉ**

# La Fondation Entrepreneurs de la Cité, pour la protection des entrepreneurs les plus vulnérables

**En 1976 Muhammad Yunus, un bangladais de 36 ans, inventa le microcrédit. Une action, pour laquelle il reçut le prix Nobel de la paix. Mais le « banquier des pauvres », comme il est souvent surnommé, est également à l'origine d'un concept beaucoup moins connu et qui pourtant, lui aussi, essaima dans le monde entier : la micro-assurance. En France, la Fondation Entrepreneurs de la Cité a choisi de s'inspirer de ce modèle pour protéger les entrepreneurs les plus vulnérables.**

Le micro-crédit arriva dans l'hexagone dans les années 1980, lorsqu'on s'aperçut qu'une partie de la population était exclue des services financiers. Et en particulier, du crédit. Vingt ans après, on observa qu'une partie des créateurs d'entreprise parmi les plus fragiles avaient cessé leur activité. Selon Hayat Boaira, déléguée générale de la Fondation Entrepreneurs de la Cité, *« pour 15 % d'entre eux, ce n'était pas parce que leur business plan était mauvais ou qu'ils n'avaient pas assez de clients, mais parce qu'un incident était venu perturber leur activité. »*

Maladie, accident, vol, incendie... Lorsque on est un micro-entrepreneur, qu'on travaille seul et avec une petite trésorerie, tout incident peut vite devenir dramatique. Or à l'époque, précise la déléguée générale, *« la plupart d'entre eux n'étaient pas assurés ou s'ils l'étaient, cela ne suffisait pas à couvrir le sinistre »*. En cause : un manque de connaissance de leurs propres risques, une incompréhension des mécanismes d'assurance et une offre inadaptée.

Six groupes d'assurance<sup>(1)</sup> décidèrent alors de prendre le sujet en main et de mettre à disposition des micro-entrepreneurs des solutions d'assurance spécifiques, à des tarifs défiants toute concurrence : en général, de 20 à 70 % moins cher que le marché. C'est ainsi qu'en 2007 Entrepreneurs de la Cité assura son premier bénéficiaire, le tout premier micro-assuré de France.

### **Pour une assurance solidaire**

*« Quand nous avons commencé il y a 10 ans, se souvient Hayat Boaira, il n'y avait pas de produits adaptés aux petites entreprises. Seules les plus grosses pouvaient s'assurer correctement et encore, il fallait qu'elles aient plusieurs années d'activité. »* Depuis, la Fondation Entrepreneurs de la Cité a développé une large gamme de micro-assurances qui aujourd'hui, couvrent tous les besoins des micro-entrepreneurs : responsabilité civile, complémentaire santé, couverture du local et du matériel, etc.

Pour sa part, l'AG2R LA MONDIALE a créé une assurance santé à tarif unique, qui n'augmente pas avec l'âge. Selon la déléguée générale, *« ce produit, inspiré de la simplicité de la micro-assurance de Muhammad Yunus, sans option ni petite astérisque, était à l'époque totalement révolutionnaire ! »*. En osant prendre un risque, l'AG2R LA MONDIALE a fait figure de pionnière. Plus tard, elle cofinança également un produit de prévoyance qui n'était pas encore rentable, permettant ainsi aux entrepreneurs les plus fragiles d'être correctement protégés en cas d'accident ou de maladie.

En plus de ces produits de micro-assurance, la Fondation Entrepreneurs de la Cité met en œuvre un véritable accompagnement du créateur, à toutes les étapes de la vie de son entreprise. Elle l'aide ainsi à réaliser le diagnostic de ses risques, puis si sinistre il y a, dans 95 % des cas, elle s'en occupe directement. *« Nous sommes là au moment fatidique, pour éviter que le micro-entrepreneur ne mette la clef sous la porte. »*, précise Hayat Boaira.

(1) Les membres fondateurs de la Fondation Entrepreneurs de la Cité sont : AG2R LA MONDIALE, APRIL GROUP, La Banque Postale, CFDP assurances, CNP Assurances, Matmut, Evolem et la Caisse des Dépôts.

Et si pour une raison ou une autre, ce dernier connaît des difficultés pour être indemnisé, un fonds de solidarité est mobilisé. Grâce à ces dispositifs, Entrepreneurs de la Cité permet à 87 % des microentreprises qu'elle assure d'être toujours vivantes, un an après un sinistre (voir encadré page 41). L'objectif est qu'avant la cinquième année de leur activité, les micro-entrepreneurs deviennent autonomes et se dirigent vers l'assurance classique. « *Nous sommes un tremplin vers le retour à la normale.* », nous dit Hayat Boaira. Un tremplin qui, depuis 2007, a permis d'assurer 6500 micro-entrepreneurs et de protéger 6750 emplois. Pour sa dimension sociale et solidaire, la Fondation Entrepreneurs de la Cité a été reconnue d'utilité publique par le Conseil d'État. Une reconnaissance qui, pour la déléguée générale, « *est d'autant plus importante qu'il est compliqué de prouver qu'un outil d'assurance peut aussi avoir un vrai bénéfice social.* »

### **Vers un phénomène de société**

En 2012, la Fondation Entrepreneurs de la Cité a développé un dispositif d'aide à l'acquisition du local commercial. Partant du constat que beaucoup de locaux de micro-entrepreneurs sont en mauvais

état et connaissent des sinistres, un groupe d'experts en bâtiment les accompagne dans leurs choix. Il les aide à effectuer l'état des lieux et, le cas échéant, à négocier avec le propriétaire une remise en état. Récemment, Entrepreneurs de la Cité a également ouvert une antenne à l'île de la Réunion et développé un partenariat avec l'Agefiph<sup>(2)</sup> pour assurer des personnes handicapées entrepreneuses. Selon Hayat Boaira : « *Il y a de plus en plus de créations d'entreprise. 2018 a même été une année record ! C'est devenu un phénomène de société, comme une réponse au chômage.* ».

Dans ce contexte mouvant l'enjeu, pour la Fondation Entrepreneurs de la Cité, est d'augmenter sa visibilité afin de donner la chance à de plus en plus de personnes de connaître ces solutions.

(2) Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées (Agefiph)

Elle doit également s'adapter aux nouveaux métiers qui se développent, notamment dans le monde du digital, des foodtrucks, des livraisons en vélo ou encore des épiceries itinérantes. Des idées dans l'air du temps, qui nécessitent de trouver de nouveaux partenaires assureurs. Ainsi la micro-assurance, qui ne cesse de se développer, a encore de beaux jours devant elle.

## Pour en savoir plus

### Fondation Entrepreneurs de la cité

169 Avenue Roger Salengro

69100 Villeurbanne

04 37 24 52 70

[contact@entrepreneurs](mailto:contact@entrepreneursdelacite.org)

[delacite.org](http://www.entrepreneursdelacite.org)

[http://www.entrepreneurs](http://www.entrepreneursdelacite.org)

[delacite.org](http://www.entrepreneursdelacite.org)

### Contact à la Réunion

Entrepreneurs de la Cité c/o

BGE

47, rue Maréchal Leclerc

97400 Saint-Denis

06 93 40 94 26



# Des bénéficiaires satisfaits : enquête

À l'occasion des 10 ans d'Entrepreneurs de la Cité, la Fondation AG2R La Mondiale a permis le financement d'une étude sur son impact social. L'idée était de faire le point sur son activité, ainsi que sur le niveau de satisfaction de ses bénéficiaires. Un niveau excellent, puisque 94 % déclarent qu'il n'existe pas d'autres risques qu'ils souhaiteraient faire couvrir par leur assurance. La Fondation Entrepreneurs de la Cité a également souhaité savoir en quoi, au-delà de l'offre d'assurance à bas prix, son action contribuait à faciliter l'activité des micro-entrepreneurs, dont 85 %, étaient demandeurs d'emploi au moment de sa création.

Selon Hayat Boaira, sa déléguée générale, la réponse est triple : *« Premièrement, la micro-assurance permettant d'économiser de l'argent, le micro-entrepreneur peut le réinvestir dans le projet. Ensuite quand on est tout petit, ce n'est pas très rassurant pour le client qui, souvent, préfère aller ailleurs. Avoir une responsabilité civile permet en outre à nos bénéficiaires de mieux développer leur clientèle et enfin, rien que le fait de se sentir protégés en cas de pépin, les libère d'une forme de charge mentale. Ils se sentent alors plus à l'aise pour se lancer dans l'entreprise »*. Au-delà de ces retours déjà très positifs, la Fondation Entrepreneurs de la Cité est particulièrement fière du fait que plus d'un tiers des bénéficiaires disent que sans elle, ils n'auraient pas pu s'assurer. Sachant que neuf microentreprises sur dix sont encore vivantes un an après un sinistre, pour la déléguée générale, *« car cela prouve qu'en grande majorité, nous parvenons à les sauver. Et c'est merveilleux car, justement, c'est là notre objectif ultime. »*

# Jean-Luc et Christine Dubief

## De bénéficiaires à mécènes



Depuis toujours nous travaillons ensemble, avec ma femme Christine. Dans les années 1990, alors que nous étions dans le textile, nous nous sommes faits arnaquer par un client sur une très grosse commande. Face à l'étendue de l'impayé, la banque a fait jouer une hypothèque judiciaire sur la totalité de nos biens. Et du jour au lendemain, nous avons tout perdu. Maison, compte en banque, carte bleue...

Pendant trois ans, nous avons squatté dans une ancienne loge de concierge abandonnée, que nous avons aménagée et où nous avons vécu, cachés de tous. Puis nous avons remonté une petite chaîne de production de vêtements pour femmes fortes, acheté un vieux camion de 1971 aménagé en camping-car, et nous sommes partis sur les routes en direction de toutes les grandes braderies de France. C'est ainsi que nous avons commencé à nous reconstruire, tout doucement. Un jour, un ami qui travaillait dans le cinéma nous a fait part du fait que, s'ils avaient des studios pour les mixages, la gestion des couleurs ou encore le doublage, il leur manquait de véritables studios de bruitage. Grâce à ma formation de base en architecture et en résistance des matériaux, nous avons mis au point ces structures et aujourd'hui, nous sommes demandés de partout ! Pendant plus de cinq ans, nous avons travaillé seuls avec ma femme, dans des circonstances complètement folles.

Nous acceptions des chantiers gigantesques de 200 ou 250 mètres carrés et nous pouvions faire, à nous tous seuls, jusqu'à 1 000 bétonnières de 500 litres pour recréer entièrement un bâtiment.

Au début, alors que nous commençons à peine à nous refaire et que nous étions encore à la CMU, nous ne pouvions pas nous soigner. J'avais alors de réels problèmes dentaires qui me faisaient beaucoup souffrir et que, à défaut de mutuelle, les dentistes refusaient de prendre en charge.

C'est ainsi que nous avons connu la Fondation Entrepreneurs de la Cité. Elle venait tout juste de démarrer son activité et nous avons fait partie de ses 100 premiers candidats. Ils ont été incroyables. Au début, n'ayant pas d'argent du tout, nous n'avons pas donné suite. Mais ils n'ont pas lâché. Pendant plusieurs mois, sentant que nous étions réellement dans le besoin, ils nous ont appelés en nous disant qu'ils pouvaient vraiment nous aider. Finalement nous avons adhéré et j'ai enfin pu me soigner.

Au-delà du prix de la mutuelle, qui était aussi bonne que ce que proposaient les autres tout en étant quatre fois moins chère, je me souviens surtout du visage humain qui se cache derrière cette fondation.

Nous n'avons jamais oublié ce que ces gens nous ont apporté. Et maintenant que nous sommes sortis d'affaire, nous avons décidé de devenir des mécènes de la Fondation Entrepreneurs de la Cité. Chaque année, nous leur faisons un don qui profitera à d'autres personnes qui sont dans le besoin.

# 3 questions à Dorothee de Kermadec- Courson

**Administratrice de la Fondation**



## **Quel est votre lien avec la Fondation AG2R LA MONDIALE ?**

Je suis entrée à la Fondation AG2R LA MONDIALE il y a deux ans, après avoir travaillé dans le secteur de l'assurance, du mécénat, des collectivités territoriales et de la fonction publique. Je suis par ailleurs très engagée dans des structures de soutien auprès de jeunes en difficulté psychique ou sociale. Grâce à ces multiples expériences, j'apporte un regard que je qualifierai non pas d'expert, mais plutôt d'alerte ou de vigilant. C'est là tout l'intérêt d'avoir des profils si différents dans le Comité scientifique et d'orientation de la Fondation,

où nous côtoyons les représentants des différentes branches d'AG2R LA MONDIALE venant d'horizons aussi divers que l'agriculture, l'alimentation, la coiffure, la santé, etc. Notre regard, particulièrement acéré sur les thématiques qui sont les nôtres, donne aux échanges richesse et ouverture. Nous avons ainsi participé à l'élaboration d'une méthodologie de sélection des dossiers, qui nous parviennent en grand nombre. Nous analysons les projets et la manière dont nous souhaitons les accompagner dans la durée, tout en veillant à ne pas se rendre indispensable. Ces derniers doivent pouvoir s'ouvrir à un autre avenir.

## **Comment percevez-vous l'engagement de la Fondation AG2R LA MONDIALE dans le domaine de l'Économie Sociale et Solidaire ?**

Par sa double nature, AG2R LA MONDIALE est très proche de l'Économie Sociale et Solidaire. C'est un peu dans son ADN. Cette proximité permet à la Fondation d'être particulièrement pertinente et créative dans ses interventions et dans son accompagnement. Ce qui me frappe particulièrement dans son fonctionnement, c'est l'existence des représentants locaux d'AG2R

LA MONDIALE. Des salariés de l'entreprise qui souhaitent, à titre bénévole, représenter la Fondation dans les régions. C'est pour elle un terreau extraordinaire, qui l'ancre dans une action de terrain. De leurs côtés, les salariés concernés donnent du sens à leur travail et le diffusent auprès de leurs collègues. C'est là une spécificité extraordinaire que j'ai pu toucher du doigt lors de la dernière rencontre annuelle de ces salariés bénévoles et engagés, où ils ont pris la parole.

**Ces dernières années, la Fondation AG2R LA MONDIALE a notamment soutenu la Fondation Entrepreneurs de la Cité et le Réseau Tissons la Solidarité. Quel regard portez-vous sur leurs actions ?**

Ce que fait la Fondation Entrepreneurs de la Cité (voir page 37) est remarquable. Elle a défriché un domaine nouveau et rassemblé des acteurs parfois concurrents, mais complémentaires, autour d'une cause commune. C'est une vraie pionnière, qui part des besoins de personnes initialement exclues du monde du travail et qui osent se relancer dans une activité professionnelle. Elles prennent alors un risque, qu'un acteur comme AG2R LA MONDIALE se

sentait le devoir d'accompagner par le double biais de son métier d'assurance et de sa Fondation. L'enjeu est que leur dynamisme ne soit pas coupé par les accidents de la vie ou par les aléas du marché. C'est un très bon exemple de la manière dont le savoir-faire professionnel d'AG2R LA MONDIALE peut être mis au service d'une visée de sa fondation. Cela demande une belle capacité d'écoute, car les problématiques sont différentes de celles rencontrées par sa clientèle habituelle.

De son côté, le Réseau Tissons la Solidarité (voir page 29) part d'un besoin de terrain : un besoin d'emploi, auquel il souhaite répondre. Ce qui est intéressant, c'est qu'il s'est positionné sur un secteur d'activité qui peut convenir à des populations très différentes. On touche là à un savoir-faire ancestral, transmissible de génération en génération. Le textile a cette spécificité d'être valorisant pour les personnes que l'on cherche à insérer et, parce que le vêtement va aussi mettre en valeur le client, c'est un élément social par excellence, qui crée du lien entre les personnes. Tisser les étoffes... pour tisser du lien. C'est quelque chose de très beau.

# Coopaname



# Pour une mutation du monde du travail souhaitable pour tous

**Depuis le 31 juillet 2014 en France, la loi sur l'Économie Sociale et Solidaire officialise l'existence des Coopératives d'Activité et d'Emploi, ces formes d'organisation du travail qui allient entrepreneuriat et salariat, audace et sécurité. Coopaname est l'une d'entre elles. Au cœur d'un mouvement innovant, elle incarne de nouvelles perspectives. De nouveaux possibles, auxquels de plus en plus de travailleurs aspirent.**

Depuis les années 1990, le monde du travail connaît une véritable mutation. D'abord progressive, cette dernière s'est soudainement accélérée à la fin des années 2000, alors que la société française a vu apparaître un statut inédit :

celui de l'auto-entrepreneur (ou micro-entrepreneur), qui facilite l'accès à l'entrepreneuriat. En parallèle, un phénomène nouveau a vu le jour, avec le formidable essor des grandes plateformes numériques qui mettent en relation directe prestataires et demandeurs. Selon Noémie de Grenier, co-directrice générale de Coopaname, *« ces nouvelles formes de travail sont promues par les pouvoirs publics comme des solutions à la question du chômage, ainsi qu'au mal-être au travail, qui ne cesse de se développer dans les organisations productives classiques »*. Mais pour la co-directrice, on se trompe de cible. Car pour elle, *« ce n'est pas le salariat en soi qui a un problème, mais les modes de management et d'organisation du travail. »* Coopaname entend alors incarner et promouvoir une autre forme de solution : la coopérative d'emploi, qui permet à des entrepreneurs ou à des travailleurs indépendants de se rassembler, de mutualiser les moyens et se sécuriser les uns les autres.



## « L'entrepreneur salarié »

De nos jours, un entrepreneur qui ne souhaite pas rester seul peut ainsi faire appel à une coopérative telle que Coopaname, qui l'accompagne tout au long du développement de son activité. Outre les services juridiques, comptables, administratifs ou de gestion proposés, cette dernière transforme également son chiffre d'affaires en salaire, moyennant une contribution fixe de trente euros par mois, ainsi que 13,5 % de sa marge brute. Cette action essentielle permet au travailleur indépendant de devenir « entrepreneur salarié » et de s'ouvrir ainsi à tous les avantages sociaux conférés à ce statut. Il trouve alors un cadre pérenne pour développer son activité, être autonome sans être indépendant, et rejoindre un collectif. S'il le désire, il peut également devenir associé de la Scop, en dédiant 2 % de son salaire brut mensuel au renforcement du capital de Coopaname. Une somme qu'il récupère le jour où il décide de partir mais qui, en attendant, lui permet de participer aux décisions et au développement de la structure coopérative. Jardinier, thérapeute, accordeur de piano, graphiste, informaticien, formateur...

À l'exception des professions réglementées, Coopaname accueille tous les profils d'entrepreneurs, qui sont aujourd'hui plus de 800 à faire appel à ses services. Parmi eux, 350 sont devenus actionnaires. Quand la coopérative a commencé ses activités en 2004, elle ne s'attendait pas à ce qu'autant de personnes la rejoignent. Aujourd'hui, elle compte 30 salariés dans l'encadrement mais pour Noémie de Grenier, « *Tout ne repose pas sur notre équipe salariée. Notre démocratie et nos instances sont portées par les entrepreneurs eux-mêmes, qui se retrouvent au centre du projet politique.* ». En intégrant la coopérative, les individus sortent ainsi de la subordination du salariat ou de la précarité du travail indépendant et, tout en s'émancipant, ils se sécurisent et se relient les uns aux autres.

## Un projet politique, démocratique et coopératif

Toutes les études le montrent aujourd'hui : les français ne parviennent plus à s'épanouir dans leur vie professionnelle, à y trouver du sens. La souffrance au travail et les maladies afférentes sont en nette progression et depuis quelques années, les systèmes de protection sociale et de formation professionnelle sont

malmenés par de nombreuses réformes.

Pour la co-directrice générale, *« plutôt que de chercher à détricoter le monde du travail, nous devrions plutôt imaginer des futurs possibles et souhaitables pour tous. À Coopaname nous en sommes convaincus : il est possible d'inventer un nouveau rapport au travail et au collectif, d'amener plus de démocratie dans l'entreprise et d'autonomie dans le travail. »*.

Depuis 15 ans maintenant, la coopérative porte haut et fort cette parole en direction de la société. Active dans les réseaux et dans le milieu de la recherche, elle développe également des liens avec d'autres structures similaires. Avec des organismes comme Oxalis ou Smart, elle organise par exemple des rencontres emblématiques sur le sujet. Près de 300 personnes s'y retrouvent ainsi chaque été, pour faire vivre un sentiment coopératif au-delà de son appartenance à une structure ou une autre. Pour Noémie de Grenier, *« il est important de ne pas rester seuls, car le contexte actuel est mouvant et pas toujours favorable à ce que l'on propose. Il nous faut parvenir à peser davantage. »*.

La coopérative s'attelle alors à développer et faire connaître son activité, ainsi qu'à stabiliser son modèle économique. Dans un contexte de baisse continue de subventions publiques, la recherche d'autonomie est pour elle essentielle. C'est ainsi que le parcours de Coopaname a croisé celui de la Fondation AG2R LA MONDIALE.

En premier lieu, cette dernière a financé une recherche action sur la mutualité de travail, dans l'idée de mieux définir ce que la coopérative faisait, de préciser l'horizon sur lequel elle s'inscrivait et de sécuriser son parcours.

Plus récemment, la Fondation AG2R LA MONDIALE

l'accompagne également dans la mise en œuvre de nouveaux outils informatiques, qui devraient lui permettre de mieux se développer (voir encadré page 52).

Pour Coopaname, la marche vers l'autonomie a commencé, de nouveaux possibles émergent.

## Pour en savoir plus

### Sur Coopaname

Sept lieux d'accueil :

- Hauts-de-Seine :  
136 avenue Pablo Picasso –  
92000 Nanterre
- Plaine-Commune :  
2 rue Mohamed Dib –  
93200 Saint-Denis
- Paris-Est :  
3-7 rue Albert Marquet –  
75020 Paris
- Coopératifs ! :  
3-7 rue Albert Marquet –  
75020 Paris
- Paris-Sud :  
17bis rue Jenner –  
75013 Paris
- Val-de-Marne :  
12 rue Elisée Reclus –  
94550 Chevilly-Larue
- Le Mans :  
61 boulevard Marie et  
Alexandre Oyon –  
72000 Le Mans

Un seul numéro de téléphone :

01 43 71 82 69

Un seul mail :

[coop@coopaname.coop](mailto:coop@coopaname.coop)

[www.coopaname.coop](http://www.coopaname.coop)

### Sur Acidulé médiations

L'activité de Karine Tourné

Languin

[karine.tournelanguin@gmail.com](mailto:karine.tournelanguin@gmail.com)

[www.karinetournelanguin.com](http://www.karinetournelanguin.com)

# « Idéalistes et développeur.se.s associé.e.s »

## Une refonte des systèmes d'information, pour une montée en puissance coopérative

Outre la recherche-action sur la mutualité de travail, la Fondation AG2R LA MONDIALE soutient également Coopaname dans la refonte de ses systèmes d'information. À travers le projet Idéalistes et développeur.se.s associé.e.s, la coopérative entame ainsi une métamorphose de son organisation, indispensable à la poursuite de son projet. Dans un premier temps, la comptabilité a migré vers un nouvel espace de gestion, permettant aux coopérateurs de réaliser leurs devis et factures, de suivre les paiements et demander le remboursement de leurs frais, de manière automatisée. Pour Noémie de Grenier, co-directrice générale de Coopaname, « Avec 300 000 écritures comptables concernant 1 200 activités

*analytiques, 10 000 clients et 2 500 fournisseurs, ce n'était pas une mince affaire ! »*. D'autres nouvelles fonctionnalités sont également prévues, afin d'offrir aux membres de la coopérative un meilleur accès à l'information, ainsi que plus d'autonomie, de capacités de construction collective et de partage. Pour Noémie de Grenier, « *l'idée est d'avoir un système cohérent, où les automatisations sont mises au bon endroit et où le dialogue demeure, là où il le faut.* ». Dans un contexte de baisse de subventions chronique, la coopérative souhaite parvenir à gérer ses activités de la manière la plus autonome possible. Il lui faut alors imaginer un modèle économique qui tienne la route, avec des outils performants. Pour la co-directrice, l'enjeu pour Coopaname pour les années à venir, sera de parvenir à « *accueillir plus de monde, sans démultiplier les coûts* ». En deux mots : grandir, sans faire grandir la structure. Et ainsi, permettre à encore plus de monde d'accéder à ses services innovants.

# Karine Tourné Languin

**Entrepreneure salariée,  
Associée de Coopaname**



Sociologue de formation, mon parcours s'est construit au gré de mes envies. J'ai fait ma thèse à Paris I mais mon terrain était au Caire, en Égypte, où j'ai habité huit ans. En rentrant en France, ce n'était pas évident de rejoindre les rangs de l'Université. Ayant déjà travaillé sur l'insertion des jeunes, je me suis spontanément orientée vers ce secteur. Mais si dans le monde associatif les projets sont intéressants, la gouvernance en revanche, n'est pas toujours simple. Je me suis alors tournée vers des bureaux d'étude qui travaillent avec des structures de l'Économie Sociale et Solidaire.

C'est là que j'ai commencé à accompagner des organisations dans l'émergence de projets territoriaux, qu'il s'agisse d'insertion socio-professionnelle, d'enfance, de jeunesse ou d'éducation populaire.

J'ai retrouvé là aussi des problématiques d'organisation et de management. Et comme entre temps j'avais remis un pied à l'Université, j'ai pu me rendre compte que ce que j'aimais, c'était faire plusieurs choses à la fois. Être sur des activités enthousiasmantes, qui se nourrissent mutuellement. Le fil rouge de tous mes engagements était clair, c'était la coopération : comment on élabore, on décide et on agit ensemble ? D'un côté, j'étais salariée à la Fac et de l'autre, j'accompagnais des territoires, des associations, etc., en indépendante. Mais si la pluriactivité me convenait parfaitement le statut d'auto-entrepreneur en revanche, se situant en dehors d'un système de redistribution et de solidarité qui pour moi est important, ne correspondait pas à mes valeurs. En arrivant à Paris, j'ai alors rejoint Coopaname et je me suis dit qu'enfin, j'avais trouvé des gens qui me ressemblaient !

En 2015, j'ai ainsi intégré la Coopérative d'Activité et d'Emploi en tant qu'entrepreneure salariée.

En 2017, je suis devenue associée et lors de la dernière Assemblée générale, je suis rentrée au Conseil d'administration. Je me suis tout de suite sentie concernée par le projet politique, dans lequel les valeurs ne sont pas juste clamées, mais sont incarnées dans l'organisation.

Avec trois directeurs généraux, une co-présidence paritaire homme/femme, j'avais enfin affaire à une gouvernance qui se questionne. En plus de la question du sens, la coopérative m'a apporté une dimension collective qui me manquait. Le fait de coopérer avec des gens ouvre de nouvelles perspectives et nous plonge dans une véritable dynamique de groupe, qui crée du lien.

À Coopaname, j'ai trouvé à la fois la cohérence et la possibilité d'explorer de nouvelles choses. Et si tout n'est pas parfait, il existe des instances de régulation et de médiation qui ne nient pas les problèmes mais qui, au contraire, les prennent à bras le corps.

Cela change des structures que j'ai connues auparavant qui brandissaient des valeurs fortes, mais qui ne les appliquaient que trop rarement dans leur organisation. C'est rafraîchissant !

# Alain de la Clergerie et Guy Stocker

## Administrateurs de la Fondation



### **En quoi l'emploi et l'entrepreneuriat sont-ils des leviers pour l'autonomie des personnes ?**

Administrateurs de la Fondation, nous avons été désignés par nos organisations (CFE-CGC et CGT) pour représenter l'Institution de prévoyance au sein du Conseil. Notre engagement est d'abord lié à notre mandat syndical en tant que représentant des salariés. Il est aussi personnel, car l'engagement dans le monde de la protection sociale s'inscrit dans une histoire longue, dans l'héritage du Conseil national de la Résistance qui a vu naître l'Etat Providence. Rappelons que la protection sociale reste principalement fondée sur l'emploi, les cotisations

sociales demeurant assises sur les salaires, et donc sur la dynamique économique permise notamment par la création et le développement d'entreprises. Conformément au préambule de la Constitution de 1946, l'obtention d'un emploi est un droit, et son corollaire, la protection sociale, constitue un levier de sécurisation des personnes, une sorte de « sécurité du lendemain » comme le disait Pierre Laroque. L'action de la Fondation est précieuse car elle permet de soutenir des initiatives qui créent de l'activité là où il n'y en a pas, ou plus. Elle encourage l'entrepreneuriat principalement collectif et la réalisation d'une action économique solidaire qui complète l'économie traditionnelle.

### **L'économie sociale et solidaire est-elle une nouvelle forme de l'économie, alternative, ou doit-elle prendre sa place au sein de l'économie classique ?**

Dans un monde idéal, toute entreprise pourrait intégrer des critères sociaux, et maintenant environnementaux, dans son modèle de production et de partage de la valeur. C'est le sens des discussions en cours sur les entreprises à mission, la raison d'être. Le sujet est à la mode. N'oublions

pas que cette vision était à l'origine des mouvements syndicaux. De ce point de vue, les objectifs de l'ESS devraient être pleinement intégrés aux entreprises classiques : dans les faits, une certaine primauté des personnes sur le capital est un objectif très souvent partagé par de nombreux entrepreneurs, en particulier dans les TPE-PME. En réalité, le progrès social ne se décrète pas du jour au lendemain. Il est progressif et surtout prend des formes diverses en fonction de chaque organisation, raison pour laquelle il est avant tout garanti par le droit du travail. Par ailleurs, la vie des entreprises et des collectifs de travail évolue au gré de multiples aléas conjoncturels, internes et externes. Tous les territoires d'ailleurs ne sont pas identiques. Certains plus isolés que d'autres vivent des crises terribles et mettent des années à retrouver un peu de dynamisme. Des formes nouvelles d'activité, alternatives et hybrides, naissent quand des besoins essentiels ne peuvent plus être satisfaits car les habitants n'ont plus les moyens d'accéder aux produits ou aux services présents sur le marché,

quand des personnes décident collectivement de s'organiser pour s'en sortir ou pour aider ceux qui sont sur le bord du chemin.

### **Quelles sont les priorités de la Fondation en matière d'ESS ?**

Avec le temps, l'ESS s'est considérablement développée. Elle recouvre aujourd'hui une multitude d'initiatives, petites et grandes, plus ou moins organisées. Certaines sont très professionnelles, sophistiquées, et entrent dans le cadre d'une économie de marché ; d'autres relèvent d'une forme d'économie naturelle, ou d'assistance, elles sont assurées autant par des techniciens que par des bénévoles dans le cadre associatif. Le rôle de notre fondation est de ne pas se tromper dans ses choix : soutenir les initiatives les plus solidaires, les plus utiles sur les territoires, aux plans environnemental et social. En veillant à ne pas concurrencer les entreprises classiques, surtout les plus petites, pour ne pas déstabiliser l'existant et l'emploi.



# ATD Quart Monde



# Territoires zéro chômeur de longue durée Et si on n'avait pas tout essayé contre le chômage ?

**Le point de départ de l'histoire, c'est la souffrance des chômeurs de longue durée qui se diffuse insidieusement dans notre société. Au début des années 2010, une poignée de personnes se sont réunies autour d'une table pour se questionner : que pourrait-on inventer de nouveau pour pallier ce fléau ? Ce jour-là, un projet innovant et audacieux est né : les Territoires zéro chômeur de longue durée.**

Nous sommes fin 2010 dans un bureau d'ATD Quart Monde. La question qui se pose alors est celle de l'accès à l'emploi pour des personnes qui ont décroché depuis longtemps, qui sont à la rue ou qui n'ont jamais vu la couleur d'un CDI. Patrick Valentin, un entrepreneur à

l'origine de plusieurs entreprises sociales et solidaires, partage ses réflexions (voir portrait page 64). L'idée devient une évidence : il faut prendre le problème à l'envers, car tant qu'il n'y aura pas plus d'emploi, il n'y aura pas davantage d'accès à l'emploi. Pour Denys Cordonnier, membre actif d'ATD Quart Monde et Président de l'Entreprise à But d'Emploi La Fabrique (voir portrait page 66) : *« Le raisonnement est proche de celui qu'on applique à l'école : tous les enfants ont le droit à l'école. Même s'ils sont étrangers, qu'ils ne savent pas lire ou qu'ils ont un handicap. Sans se poser de question, on y crée autant de places que d'enfants. Alors, pourquoi ne pas faire pareil avec l'emploi ? ».*

## **Une série d'intuitions et l'engagement de Fondations**

La première intuition du projet est qu'il faut partir des gens, de leurs envies et de leurs compétences, pour créer les emplois manquants. C'est à l'envers de ce qu'on fait habituellement et c'est pour ça que ça peut marcher. La deuxième, c'est qu'il faut commencer par expérimenter petit, à l'échelle locale. Si sur un territoire, on parvenait à ce qu'il n'y ait plus de chômeur de

longue durée, que deviendrait le rapport à l'emploi ? À la dynamique territoriale ? S'il y avait plus de pouvoir d'achat et donc de dépenses, si on favorisait les circuits courts, cela relancerait-il l'économie locale ? Pour Denys Cordonnier, c'était évident : « *Nous étions face à un véritable projet de développement territorial* ». L'équipe d'ATD Quart Monde a alors rencontré la Fondation AG2R LA MONDIALE qui, aux côtés d'organisations comme la Fondation de France, s'est tout de suite impliquée. Grâce à ces soutiens, dès 2014, l'expérimentation a commencé sur quatre premiers territoires. Demandeurs d'emplois, associations, institutions, employeurs... l'ensemble des acteurs s'est mobilisé, en partant des envies et des besoins du terrain. Selon Denys Cordonnier, « *Ce projet n'est pas un dispositif avec des cases à remplir, mais une démarche territoriale, dont chacun peut s'emparer à sa manière. Il n'y a pas de bénéficiaires, mais des co-acteurs qui créent ensemble* ». Oui, mais alors, avec quel argent ? C'est là, la troisième intuition qui, dès le départ, a donné l'impulsion au projet. Le raisonnement est simple mais puissant. Dans notre

pays, nous dépensons déjà beaucoup d'argent pour le chômage (indemnisations, RSA, rémunération des agents de Pole Emploi et des structures d'accompagnement, etc.), sans compter le manque à gagner (notamment en cotisations sociales). Pourquoi ne pas chiffrer le coût du chômage pour le réinvestir dans la création d'emploi ? Ce tour de passe-passe ne pouvant se faire sans appui législatif, il convenait de faire les deux à la fois : commencer sur le terrain et construire une loi qui officialise le projet et lui donne des moyens d'exister.

### **Une mobilisation citoyenne et politique**

Grace à l'action de députés et de conseillers du CESE acquis à la cause, en février 2016, la loi a été votée à l'unanimité (voir encadré page 63). Les décrets d'application ont été rédigés en un temps record et en juillet 2016, un Fonds d'expérimentation a vu le jour, présidé par Louis Gallois, pour suivre et animer le projet. En parallèle ATD Quart Monde, le Secours Catholique, Emmaüs, Le Pacte civique et la Fédération des acteurs de la solidarité ont créé l'association nationale Territoires zéro chômeur de longue durée, qui s'assure de la

bonne mise en œuvre du projet et de son devenir, ainsi que du respect de ses intentions initiales. Les 10 premiers territoires expérimentaux ont alors été sélectionnés et dès janvier 2017, un Comité Local de Pilotage par territoire pilote l'expérimentation et les premières Entreprises à But d'Emploi (EBE) voient le jour. Nés d'une mobilisation de tous les acteurs du territoire, ces comités de pilotage et ces entreprises d'un genre nouveau recensent les travaux utiles issus de besoins non satisfaits, s'assurent qu'aucune concurrence n'existe avec les entreprises préexistantes et embauchent des chômeurs de longue durée. L'État leur verse alors 18 000 € par salarié. L'argent nécessaire pour les locaux, l'investissement de départ et les frais de fonctionnement doit, lui, être trouvé par ailleurs. C'est là qu'interviennent les communautés de communes, les fondations, les prêts bancaires et tout autre organisme qui désire s'impliquer, ainsi que le chiffre d'affaires dégagé de l'activité. Aujourd'hui, le modèle économique est à l'équilibre, mais compte tenu de l'engagement d'acteurs complémentaires aux pouvoirs publics, Territoires zéro chômeur de longue durée n'a

pas encore fait la preuve d'une modélisation reproductible. Les équipes s'attèlent sans relâche à cette tâche qui suppose une évolution du cadre national.

### **Des objectifs exigeants**

Au total 855 emplois ont été créés, dans des domaines aussi variés que l'aide administrative, les épiceries ambulantes, les recycleries, les travaux de nettoyage ou de maintenance, la fabrication de couches lavables ou de matelas en laine de mouton, l'animation d'ateliers thématiques, etc. Malgré ces bons résultats, Territoires zéro chômeur de longue durée ne souhaite pas en rester là. Car l'ambition réelle est annoncée jusque dans son nom : zéro chômeur. Il faut viser l'exhaustivité. À Colombey-les-Belles par exemple, où se situe l'EBE présidée par Denys Cordonnier, 70 emplois ont été créés et il en faudrait encore 200 à 250 pour prétendre à l'exhaustivité. Pour le Président, *« le développement de tous ces emplois est plus lent que ce que l'on pensait. Pour toucher toutes les personnes privées durablement d'emploi, aussi isolées ou méfiantes soient-elles, nous utilisons de nouvelles manières d'aller vers elles, telles que le porte-à-porte et les réseaux de voisinage »*.

Aujourd'hui, Territoires zéro chômeur longue durée travaille à un deuxième projet de loi qui doit venir à la fois consolider ce que la première a permis de mettre en place, et ouvrir la possibilité à de nouveaux territoires d'en bénéficier (voir encadré et portrait page 63). Car à ce jour, pas moins de 200 nouveaux territoires ont contacté l'association pour entrer dans le projet. Un projet en devenir, qui semble ne pas avoir dit son dernier mot.

## Pour en savoir plus

Sur l'association TZCLD  
(Territoires zéro chômeur de  
longue durée)

Laurent Grandguillaume,  
président

8, rue de Saint-Domingue

Bâtiment Le Solilab

44200 Nantes

02 85 52 45 49

[contact@tzclld.fr](mailto:contact@tzclld.fr)

<https://www.tzclld.fr>

Sur le Fonds d'expérimentation  
territoriale contre le chômage  
de longue durée

Louis Gallois, président

[contact@etclld.fr](mailto:contact@etclld.fr)

<http://etclld.fr>

Sur le Comité Local de  
Pilotage de la communauté de  
communes de Colombey-les-  
belles et Sud Toulinois, et sur

l'EBE La Fabrique

03 83 62 04 49

[comitelocal@pays-colombey-  
sudtoulois.fr](mailto:comitelocal@pays-colombey-sudtoulois.fr)

[lafabrique-ebe@orange.fr](mailto:lafabrique-ebe@orange.fr)

<https://www.lafabrique-ebe.com>

ATD Quart Monde

<https://www.atd-quartmonde.fr>

## Bibliographie

Claire Hédon, Didier Goubert  
et Daniel Le Guillou, *Zéro  
Chômeur – Dix territoires  
relèvent le défi*, Éditions de  
l'Atelier et Éditions Quart  
Monde, Avril 2019.

Patrick Valentin, *Le chômage  
d'exclusion... : comment faire  
autrement ?*, Chronique  
Sociale, 1993.

Patrick Valentin, *Chômage de  
longue durée, emploi précaire  
plaidoyer pour une économie  
solidaire*, Chronique Sociale,  
2009.

Patrick Valentin, *Le droit  
d'obtenir un emploi, genèse  
et mise en œuvre*, Chronique  
Sociale, 2018.

# Du terrain au législatif ... Et vice et versa

L'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée doit son existence à la conjonction de deux facteurs complémentaires : l'engagement de la société civile au travers du CESE qui a voté à l'unanimité un avis sur le sujet le 10/11/2015 et la création d'un cadre législatif propice. En tant que député de la Côte-d'Or de 2012 à 2017, Laurent Grandguillaume en a été l'une des chevilles ouvrières. Patiemment, il a bâti une passerelle entre ces deux dimensions, en portant un projet de loi qui habilite dix premiers territoires expérimentaux. Une loi, qui a été votée à l'unanimité à l'Assemblée Nationale et au Sénat en février 2016.

À la fin de cette même année, l'association Territoires zéro chômeur de longue durée a vu le jour. En moins de deux ans, plus de 850 personnes ont été embauchées en CDI, 30% d'entre elles étant en situation de handicap. La durée moyenne de leur période de chômage était de 53 mois, soit bien au-delà des « un an » qui caractérisent le chômage de longue durée. De plus, selon Laurent Grandguillaume : « 50 % des activités créées concerne la transition

*écologique et énergétique, l'économie circulaire ou la sécurité alimentaire. À la fois durables, elles répondent à des vrais besoins du territoire, qui n'auraient pu être assouvis autrement. ».*

Avec le Comité de vigilance expérimentation, créé lors du vote de la loi, le Président de l'association Territoires zéro chômeur de longue durée prépare la suite. L'idée est de proposer une deuxième loi qui permettrait d'étendre l'expérimentation à de nouveaux territoires, tout en consolidant les dix premiers. Pour ce faire, une pétition a été lancée, une manifestation organisée au printemps 2019 à Paris et un Comité de soutien qui réunit 194 parlementaires de tous bords politiques a été créé. L'objectif est de parvenir à ce que la loi soit votée en fin d'année 2019 pour permettre l'extension, dès 2020, au maximum de territoires possibles. Pour Laurent Grandguillaume, « *les acteurs de la politique publique doivent faire confiance à la société civile, sortir de la défiance que l'on observe trop souvent à son égard. Car quand on lui fait confiance, qu'on s'appuie sur elle et qu'on lui donne la possibilité de faire, quand on part des besoins du territoire et qu'on travaille non pas pour eux mais avec eux, on peut réellement faire d'une utopie une réalité. ».*

# Patrick Valentin

## Pour le droit d'obtenir un emploi



Depuis les années 1990, je poursuis l'idée qui a soutenu la création de Territoires zéro chômeurs de longue durée. Une idée, qui a germé en 1975 déjà, alors que j'étais au syndicat patronal de la métallurgie parisienne. Si j'étais passionné par le travail que je faisais dans l'industrie, dans le même temps, j'étais atterré de voir que le progrès était directement lié à une sévère sélection des personnes. Ce double mouvement : progrès et sélection, est la cause d'une exclusion inéluctable. Nous le savions à l'époque, mais la seule réponse par la formation n'a pas été à la hauteur du problème posé.

Dans les années 1966-68, j'avais déjà rencontré la très grande pauvreté à Madagascar.

Et à mon retour en France la pensée du père Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde, m'avait éclairé sur l'existence d'une très grande pauvreté dans notre pays, alors même qu'il était l'un des plus riches au monde. Ces différentes prises de consciences réunies m'ont fait basculer. J'ai alors quitté le groupe des industries métallurgiques de la Région parisienne dans lequel je travaillais pour rejoindre l'économie sociale et solidaire dans ma province natale, l'Anjou. De 1975 à 1985, j'ai créé cinq centres d'aide par le travail qui concernaient 500 personnes environ, ainsi que quatre entreprises adaptées. L'idée novatrice, qui sous-tend les centres d'aide par le travail, est un peu comme l'autre face de l'emploi. Un emploi, qui n'est plus seulement un outil de production mais un véritable produit de première nécessité dont la société a besoin, justement, pour faire société. Pour que la vie ait un sens collectif.

Après la publication de mon deuxième ouvrage dans lequel j'expose une partie de ma pensée (voir « Pour en savoir plus » page 62), ATD Quart Monde m'a proposé de prendre une certaine responsabilité au sein de son mouvement. Et c'est



ainsi que des idées modestes, incarnées localement, se sont muées en projet national.

Territoires zéro chômeur de longue durée était né et sa philosophie est devenue indissociable de celle du mouvement d'ATD Quart Monde. Grâce à l'expérimentation sur les territoires, nous avons démontré que personne n'est inemployable (à condition d'adapter l'emploi aux personnes qui l'occuperont) et qu'il y a plus de travail utile, que de temps disponible chez les personnes privées d'emploi. Maintenant, nous devons nous tourner vers l'avenir et préparer la nouvelle loi. Pour ce faire, il nous faut encore démontrer que le coût de la privation d'emploi pour la société dans son ensemble, est au moins égal voir supérieur au co-financement de l'emploi par cette même collectivité.

Il nous faut moderniser le monde du travail et répondre intelligemment à la question de l'exclusion sociale, vécue de façon tragique par de plus en plus de personnes, dont certains ont récemment endossé un gilet jaune. Dans ce contexte, ne pas parvenir à réaffecter les sommes dédiées aux personnes privées d'emploi en les consacrant au financement de leur emploi serait, pour moi, un aveu

d'échec à la fois stupide et dramatique.

# Philippe Terrillon et Linda Luzi

De La Fabrique de Bulligny



Quand à 57 ans, je me suis retrouvé au chômage, je me suis entendu dire : « À l'âge que vous avez, le mieux est de rester chez vous et d'attendre la retraite ». Sauf que moi, je n'avais pas envie de rester tout seul chez moi, à attendre que ça se passe. J'avais le désir profond d'apporter mon énergie dans un collectif et de mettre à profit mon expérience d'artisan menuisier. Alors quand j'ai entendu parler du projet Territoires zéro chômeur de longue durée, je m'y suis engouffré.

Lors d'une manifestation organisée en octobre 2015, j'ai rencontré Linda, modéliste et infographiste, au chômage elle aussi. Elle avait les mêmes aspirations que moi et ensemble, nous avons décidé d'agir. Nous avons rassemblé tous les gens qui souhaitaient s'impliquer dans le projet et pendant un an, nous avons réfléchi à une nouvelle forme d'entreprise que nous pourrions développer. Une entreprise, qui parte des gens, des besoins du terrain et qui soit plus respectueuse de l'humain. Nous avons proposé à TZCLD de créer une recyclerie et en janvier 2017, nous avons été embauchés dans l'EBE<sup>1</sup> La Fabrique pour réaliser ce projet. Au début, il y avait tout à faire. Nous n'avions rien. Pas un pinceau, pas un marteau, ni même un crayon... Le bâtiment était vide et nous voyions bien que les responsables administratifs n'avaient pas les moyens d'investir. Avec toutes les personnes qui ont été embauchées en même temps que nous, nous avons pris le taureau par les cornes, nous avons amené nos propres outils et nous avons restauré le bâtiment. Puis, certains ont créé des

(1) Entreprise à But d'Emploi (voir article page 59)

activités de maraîchage ou de travaux forestiers et avec Linda, nous avons lancé la recyclerie. La première chose que nous avons faite a été de créer un poste d'agent de valorisation à la déchetterie pour proposer aux usagers, plutôt que de les jeter, de nous amener les objets dont ils ne voulaient plus. Nous les nettoyons, les réparons, les customisons, les détournons, leur trouvons un nouvel usage... En un an, nous avons ainsi transformé 80 tonnes de déchets et notre équipe est passée de deux à douze personnes !

La Fabrique a aussi mis en place des formations pour les salariés. Nous essayons de prendre du recul, d'avoir des idées pour innover et inventer un fonctionnement qui soit différent de celui que nous avons connu dans notre carrière. Nous avons transformé l'association en SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif), afin que des salariés qui le souhaitent puissent monter dans l'appareil de gouvernance. Nous portons de nombreux projets comme celui de janvier 2018, date à laquelle nous avons ouvert une boutique.

Actuellement, nous cherchons des locaux plus grands sur Toul, à 15 kilomètres d'ici, car notre projet marche tellement bien que les communautés de communes environnantes ont toutes envie de nous confier leurs déchets ! Au-delà de la quantité de déchets que nous revalorisons, nous avons un rôle important de sensibilisation auprès de la population. On participe à faire évoluer les mœurs et les habitudes, pour lutter contre le gaspillage. À la fin de 45 ans de carrière, je peux enfin dire que j'ai l'impression de faire un boulot qui a du sens. Et ça, c'est très fort.

# Messidor



# Handicap psychique et emploi : Quand le champ des possibles s'ouvre à nouveau

**Dans les années 1970, la doctrine dominante dans le monde du handicap psychique consistait à maintenir les personnes concernées en structure hospitalière. Pourtant, quelque-chose en elles était encore là, bien vivant. Un petit quelque chose, qui ne demandait qu'à être révélé. Et si le travail était le chaînon manquant ? Celui qui permettrait de se rétablir et d'apprendre à gérer ses troubles, tout en retrouvant un statut social ?**

C'est là l'intuition de Vincent Verry qui, après avoir dû gérer une vague de licenciements dans une entreprise d'informatique, quitta ses fonctions.

Suite à une immersion de dix-huit mois dans un hôpital psychiatrique de la ville de Lyon, il rédigea une thèse sur le handicap psychique. En échangeant avec les personnes hospitalisées et avec le personnel soignant, l'idée lui est alors venue de créer une structure d'insertion par le travail dédiée aux personnes en situation de handicap psychique. Rapidement, une première expérimentation eut lieu dans l'univers de la maçonnerie. Son succès confirma l'intuition de Vincent Verry : le travail peut être un facteur favorable au rétablissement des individus. Nous étions en 1975 à Lyon, Messidor était né.

## **La naissance d'un modèle**

Le handicap psychique est souvent confondu avec le handicap mental alors qu'en réalité, il n'a rien à voir. Ici, pas de déficience intellectuelle ni de pathologie existant depuis la naissance. Le handicap psychique se développe plus tard, à l'adolescence ou à l'âge adulte, et peut potentiellement concerner chacun d'entre nous.

Selon Margaux Germain, chargée de projets financements et innovation sociale chez Messidor, ce dernier est très répandu : *« Le Bureau International du Travail<sup>(1)</sup> estime qu'une personne sur quatre connaît des troubles psychiques durant sa carrière et pourtant, les gens en ont peur. Beaucoup s'imaginent que ceux qui en souffrent sont dangereux, alors que les statistiques prouvent qu'il n'en est rien. ».*

Bipolarité, schizophrénie, dépression profonde, burnout... ces troubles peuvent entraver les relations sociales et avoir un impact dans le quotidien des personnes. Souvent ils représentent un frein pour l'emploi, car ils empêchent de se conformer aux codes de la société.

C'est là qu'intervient Messidor, au travers de trois services : les ESAT<sup>(2)</sup> de transition et les Entreprises Adaptées (EA) pour les personnes orientées par la MDPH<sup>(3)</sup>, et le Job coaching -Emploi accompagné (voir

encadré page 74) pour les autres. Si chaque dispositif est adapté à des personnes et des situations différentes, tous ont comme finalité le retour à l'emploi en milieu ordinaire. Au sein des ESAT et des Entreprises Adaptées, Messidor a mis en place un parcours de transition en trois étapes. D'abord, la personne accompagnée se réentraîne au travail, à ses rythmes et à ses exigences, aux consignes à respecter, aux collègues à côtoyer... Puis elle intègre une activité économique qui la met au contact de la réalité de terrain. Restauration, bureautique, espaces verts, maçonnerie, hygiène et propreté, logistique... ces activités sont développées sur son bassin de vie, dans une logique locale, afin de ne pas la déraciner. Elle commence alors à y construire son projet professionnel et progressivement, à chercher un emploi à l'extérieur.

(1) Secrétariat permanent de l'Organisation internationale du Travail, une Agence spécialisée de l'ONU.

(2) Établissement et service d'aide par le travail (ESAT).

(3) Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) qui délivrent notamment la Reconnaissance en qualité de travailleur handicapé (RQTH).

Pour Margaux Germain, *« l'important est que la plupart des freins soient levés afin que la personne puisse accéder à l'emploi et que sa situation se pérennise. Nous l'accompagnons autant de temps qu'il le faut, que ce soit un ou dix ans. »*. Aujourd'hui, sur les 20 sites gérés par Messidor, plus de 1000 personnes en situation de handicap psychique sont ainsi accompagnées vers l'emploi.

### **Le temps de l'essaimage**

Voyant qu'elle portait un projet novateur qui répondait à un réel besoin des personnes en situation de handicap psychique, Messidor s'est lancé dans l'essaimage de son modèle. D'abord au niveau du département du Rhône, puis dans l'ensemble de la Région Rhône Alpes et enfin, à l'échelle nationale.

À partir des années 2000, elle a commencé à accompagner des structures existantes vers la création de leur propre ESAT de transition. Mais transmettre une méthodologie n'étant pas une chose aisée, l'association s'est dotée d'un nouvel outil : un modèle de franchise sociale, aujourd'hui labellisé French Impact par le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire.

Un manuel opératoire et un programme de formation permettent désormais aux structures qui le souhaitent de créer l'activité économique nécessaire à l'insertion par le travail et d'adopter la posture adéquate. Une posture, fondée sur les notions de miroir et de bienveillance car selon Margaux Germain, *« l'encadrant doit croire dans le potentiel de la personne accueillie, pour qu'elle-même y croit aussi. Qu'elle parvienne à prendre des risques et à sortir de sa zone de confort, pour retrouver son pouvoir d'agir »*. Grâce à cette méthode, 30 % de celles qui en sont à la dernière phase de leur accompagnement et qui cherchent du travail retrouvent un emploi stable en entreprise. Selon la chargée de projets financements et innovation sociale : *« l'objectif fondamental de l'accompagnement réalisé par Messidor repose sur le rétablissement de la personne. Ainsi, les études d'impact nous apprennent que même les personnes qui n'ont pas trouvé un emploi se sentent mieux. Ce sont elles qui le disent, mais aussi la baisse avérée des médicaments qu'elles prennent ou encore des hospitalisations d'urgence et pour nous, c'est cela qui est important. »*



Aujourd'hui, de nouveaux projets voient le jour, en fonction des besoins identifiés sur le terrain. De nombreuses entreprises par exemple, sont démunies lorsque l'un de leurs salariés se retrouve en souffrance psychique. Face à cette problématique, Messidor développe des prestations de sécurisation en emploi.

Réalisées par les job coach (voir encadré page 74), elles permettent d'accompagner la personne en difficulté et son entourage professionnel dans la mise en place de solutions adaptées. Depuis son origine, Messidor a l'innovation sociale dans son ADN et sa capacité à innover ne semble pas avoir dit son dernier mot.

## Pour en savoir plus

### Sur l'association Messidor

163 boulevard des Etats Unis

69008 Lyon

04 78 78 00 78

[contact@messidor.asso.fr](mailto:contact@messidor.asso.fr)

<http://www.messidor.asso.fr/>

### Sur les différents sites de Messidor

- En Ardèche-Drôme (07-26), à Tournon, Montélimar et Valence :  
<http://drome.messidor.pro/>
- En Charente Maritime (17), à Rochefort et St Jean d'Angely :  
<http://charentemaritime.messidor.pro/>
- Dans la Loire (42), à Roanne et Villars :  
<http://loire.messidor.pro/>
- En Haute Savoie (74), à Ville-la-Grand, Ayze et Annecy :  
<http://hautesavoie.messidor.pro/>
- Dans le Rhône (69), à Vaulx-en-Velin et Villefranche :  
<http://rhone.messidor.pro/>
- En Isère (38), à Ruy Montceau, Pont-Evêque et St Martin d'Hères :  
<http://isere.messidor.pro/>

# Le job coaching

Aujourd'hui, peu de solutions existent pour les personnes en situation de handicap psychique ayant besoin d'être accompagnées vers l'emploi, mais ne souhaitant pas être reconnues « travailleurs handicapés » ni travailler en ESAT ou en entreprise adaptée, qu'elles jugent trop stigmatisant. Pour combler ce manque, Messidor a créé un nouveau dispositif : le job coaching. Ce dernier prend le contrepied de la logique habituelle selon laquelle il faut d'abord être formé, avant d'entrer en poste. Là, on fait l'inverse : d'abord la personne est placée en emploi et ensuite elle se forme, chemin faisant (voir portrait page 78). Cette méthode, née dans les pays anglo-saxons, repose sur différents principes comme le fait de se baser uniquement sur les préférences de la personne, de travailler en lien étroit avec les équipes de soin ou encore d'offrir un soutien illimité dans le temps. Toujours avec comme objectif, l'emploi salarié en milieu ordinaire.

En 2012, Messidor a commencé à expérimenter la méthode sur un site de Haute Savoie. Selon Margaux Germain, chargée de projets financements et innovation sociale chez Messidor : « *Nous avons reçu un accueil très chaleureux de la part des acteurs sanitaires et médicosociaux car tous, accueillaient des personnes en situation de handicap psychique sans savoir vers qui se tourner, ni comment les accompagner.* ». Depuis, le dispositif n'a cessé de grossir. En 2018, plus de 200 personnes ont été accompagnées par douze job coach et en 2019, quatre nouveaux coach sont venus renforcer les équipes. 60 % des bénéficiaires ont ainsi trouvé un emploi et six mois après leur prise de poste, plus de la moitié d'entre elles y étaient encore. L'enjeu pour Messidor est maintenant de stabiliser son modèle économique car comme tout dispositif expérimental, il repose à 100 % sur des subventions et soutiens comme celui apporté par le groupe AG2R LA MONDIALE. De nouvelles activités sont actuellement imaginées, afin d'à la fois pérenniser et développer le job coaching.

# 3 questions à Brigitte Pisa

## Administratrice de la Fondation



### **Comment en êtes-vous venue à vous engager dans les instances du groupe AG2R LA MONDIALE et au sein du Conseil d'administration de sa Fondation ?**

Cela fait très longtemps que je suis engagée : dans différentes associations, dans ma commune ou encore à l'école de mes enfants. J'aime être active dans ma communauté et plus généralement, dans la société. En 1991, alors que j'étais déléguée du personnel dans une maison de retraite, j'ai commencé mon parcours syndical en adhérant à la CFDT. À 30 ans, j'ai repris des études pour devenir expert-comptable avant d'entrer dans l'industrie pétrolière, où j'ai travaillé sur

de nombreux projets et où j'ai écrit le premier rapport développement durable de l'entreprise Esso en France. C'était une période vraiment enthousiasmante ! Mon chemin dans la protection sociale a commencé en 2007 alors que le Groupe Réunica, qui gérait la retraite de toute l'industrie pétrolière, cherchait à renouveler ses administrateurs. Actuellement, je suis Présidente de l'Association sommitale AG2R LA MONDIALE, membre des Conseils d'administration d'AG2R Agirc-Arrco et d'AG2R Réunica Prévoyance. Entrer au Conseil d'administration de la Fondation AG2R LA MONDIALE m'a particulièrement intéressé, car j'aimais l'idée d'une Fondation d'entreprise dans laquelle il y a des acteurs de l'entreprise. Puis, j'ai eu un réel coup de cœur pour les équipes et la manière dont l'implication des collaborateurs est valorisée. J'ai pensé que ma présence dans les différentes instances du Groupe pouvait servir à tisser du lien entre les différentes actions sociales, à alimenter une vision d'ensemble, ainsi qu'à partager contacts et réseaux. Savoir ce qu'il se passe dans les différentes structures permet de travailler en transversal, de vérifier qu'il

n'y ait pas de doublon ou de perte d'énergie, et d'augmenter la portée des actions. C'est un fait : nous sommes nettement plus forts collectivement.

**Le projet Territoires zéro chômeur de longue durée propose un changement de regard sur le chômage et sur l'action sociale, en partant de l'individu et des besoins d'un territoire. Qu'en pensez-vous ?**

Nous ne nous sommes pas attaqués au chômage de la bonne manière. Dans notre société très financiarisée, on voit bien que le versement d'indemnités ne résout pas le problème. Alors oui, créer des emplois dont les gens ont besoin pour leur permettre de remettre le pied à l'étrier, c'est utile. Va-t-on réussir à équilibrer le modèle ? Nous verrons bien... mais dans tous les cas, il faut essayer.

Je crois beaucoup dans les initiatives expérimentales qui se déroulent sur un micro-territoire. Cela permet de tester une idée à petite échelle, dans des endroits différents, en se donnant du temps pour évaluer notre action. C'est là une des grandes forces de Territoires zéro chômeur de longue durée. Quand on décide d'expérimenter, on prend le risque de se planter et il faut

l'accepter.

L'outil fondation est justement fait pour cela : expérimenter, s'engager dans la durée, sur le fond comme sur la forme et dresser un bilan. Voilà quelque chose que la Fondation AG2R LA MONDIALE, et plus globalement le groupe AG2R LA MONDIALE, sait très bien faire. J'y observe des compétences incroyables en ingénierie sociale, que l'on ne retrouve pas facilement ailleurs.

**L'association Messidor œuvre pour l'insertion professionnelle de personnes vivant un handicap psychique. Selon elle, l'emploi peut participer à stabiliser l'état de santé des individus, en leur redonnant une place dans la société. Partagez-vous cette vision ?**

Tout à fait. Le travail est un moteur d'insertion essentiel. De l'école à la retraite, pour l'immense majorité d'entre nous, nous passons le plus clair de notre journée dans une entreprise. Or être ensemble, dans un projet commun, c'est participer à la réussite d'une société. Et il n'y a pas mieux pour se sentir pleinement dedans. Quelles que soient nos forces, nos faiblesses et nos différences, tout le monde peut travailler. C'est la raison pour laquelle Agirc-Arrco a écrit un guide à destination

des managers qui souhaitent intégrer des personnes ayant un handicap psychique dans leur entreprise . À partir du moment où l'on considère qu'il n'y a pas de sous-job, chacun peut trouver sa place.

# Muriel Rougier

## Job coach chez Messidor

Lorsque j'ai rencontré Stéphanie, elle était en recherche d'emploi mais ne savait pas vers quel secteur se tourner. Elle souhaitait bénéficier d'un accompagnement plus poussé que ce que proposait Pôle Emploi. Plus régulier, plus personnalisé et plus concret aussi. En tant que job coach chez Messidor, j'ai alors commencé à l'accompagner vers son projet professionnel. Notre première étape a été de partir de ses centres d'intérêt. Comme elle avait toujours un livre avec elle, nous avons exploré cette piste. Que peut-on faire à partir du livre et de la lecture ?

Nous avons prospecté différentes possibilités et en sommes arrivées à l'idée d'un emploi dans une médiathèque. Après une période d'immersion, Stéphanie a confirmé son envie de poursuivre dans cette voie. La directrice de la structure ayant repéré ses valeurs et son intérêt pour le métier, elle lui a parlé de l'existence d'une formation d'Auxiliaire de bibliothèque, mise en place par

l'Association des Bibliothécaires de France et reconnue dans le milieu. Grâce à un partenariat avec la Médiathèque de Royan (17) et en échange de dix heures de bénévolat par semaine, Stéphanie a alors pu intégrer la formation. L'Agefiph, qui facilite l'accès des personnes handicapées à la formation, l'a aidée dans ses déplacements. Pendant 9 mois, elle s'est ainsi rendue à Limoges tous les lundis. Elle se levait à cinq heures du matin pour prendre un train puis un covoiturage et, le soir même, elle faisait le trajet retour. C'était long, fatigant et très engageant pour Stéphanie mais malgré cela, elle a brillamment obtenu son titre avec mention bien. Une vraie victoire !

En parallèle elle a signé deux CDD saisonniers durant les étés 2018 et 2019 pour renforcer les équipes de la Médiathèque de Royan en saison estivale.

Aujourd'hui, Stéphanie prépare la suite et cherche un emploi durable. Ce qu'elle aime dans son métier, c'est le rapport au livre, mais aussi au public : proposer des animations, participer à créer un véritable lieu de vie au sein d'une médiathèque.

Nos rendez-vous perdureront tant qu'elle en ressentira le besoin et ce, même lorsqu'elle

aura trouvé un emploi. Si elle rencontre un problème sur son lieu de travail, je l'accompagne dans sa résolution.

**Chez Messidor, nous ne travaillons pas seulement pour l'accès à l'emploi, mais aussi pour le maintien dans l'emploi.**

Notre principale mission en tant que job coach, c'est d'accueillir la personne telle qu'elle est, dans ses forces comme dans ses différences, et de construire une belle histoire à partir de là. Si j'ai accompagné Stéphanie dans son chemin, elle aussi, m'a guidée dans ma pratique professionnelle. Nous constituons une forme de binôme et c'est toujours très touchant de voir ce que l'on parvient à faire, ensemble.

# Chiffres clés depuis 2005

2 812 000 € distribués  
pour 247 projets



# Catalogue 2014-2019

## Encouragement à la création et la prise d'initiatives économiques

### Auvergne-Rhône-Alpes

- Adéquation
- Entropie
- Gesra
- J'aime Boc'oh
- L'atelier paysan
- La Corde Alliée
- La Passerelle d'Eau de Robec
- Lahso
- Oasis
- Oasure
- Ondaine Agro
- Réseau Alternatives  
Forestières
- Singa
- Tremplin Horizon
- Tarentaise Vanoise Insertion
- Tero Loko
- Unis vers l'emploi

### Bourgogne-Franche-Comté

- CFA La Noue
- Gren
- Tremplin Homme et Patrimoine

### Bretagne

- Don Bosco
- Envie 35
- Le panier de la mer
- Les Ateliers du cœur
- Patmouille

### Centre Val de Loire

Imanis Insertion

### Corse

Petra Patrimonia

### Grand Est

- Apoin
- Fauve
- Interjob
- La Cantine du 111
- Lortie
- Néoplus
- Partage ton frigo
- Vrac

### Hauts-de-France

- Access Auto
- Air
- Cipres
- Concept Insertion
- Coud'pouce pour l'emploi
- Espoir Avenir
- La Campuserie
- Les jardins de la Bresle
- Super Quinquin

## **Île-de-France**

- Les Amis de Farinez-vous
- A table citoyens !
- Carton Plein
- Coopaname
- Energie
- Etudes et chantiers IDF
- Food de rue
- Mon Epicerie

## **Normandie**

- CSVAE
- Graine en main
- Id Vets
- Interm'Aide Emploi
- Le Bateau de Brotonne
- Les Copeaux Numériques
- Revivre

## **Nouvelle Aquitaine**

- Envie Pau
- L'atelier Remuménage
- Local Attitude

## **Occitanie**

- Cooralie
- De fil en aiguille
- Greenburo
- Hérisson Bellor
- Imaginations Fertiles
- Iskra
- La Maison des Bibies
- Le Comptoir des Colibris
- Les Jardins du Girou
- Les Cycles-re
- Limb
- Quercy Contacts
- Synéthic

## **Pays-de-la-Loire**

- Envie Anjou
- Solidaire autour du trait d'union

## **Provence-Alpes-Côte d'Azur**

- Acta Vista
- Adéar 84
- Cae Mosaïque
- Départ - La Table de Cana
- Envol 13
- Le paysan urbain
- Sauvegarde des forêts varoises

## **Réunion**

Autour du vacoa

## **National**

- Coorace
- Oppélia
- Réseau Tissons la Solidarité

## **Découverte des métiers**

### **Centre Val de Loire**

Sol

### **Hauts-de-France**

Anis

### **Île-de-France**

L'llot

### **Occitanie**

Frcivam LR

# **Employabilité tout au long de la vie**

## **Bretagne**

Les Ateliers du cœur

## **Grand Est**

Activ'Action

## **Hauts-de-France**

Emmaüs Connect

## **Île-de-France**

- Adage
- La mie de pain
- Label Emmaüs

## **Normandie**

CSVAE

## **Nouvelle Aquitaine**

SPF 19

# Catalogue 2010-2013

## Financer et appuyer la création d'entreprises solidaires

### Bourgogne

Club entreprises et Mécénat

### National

Fédération Les Cigales

## Favoriser la mobilité vers l'emploi

### Auvergne-Rhône-Alpes

- Forez Entreprendre
- Grep
- Mobilité 07/26
- Ressort
- Solid'action

### Bretagne

Inser'volant 35

### Hauts-de-France

- Ademn - Citéo
- Lille Sud Insertion
- Main Forte

### Île-de-France

Voiture & Co - Wimoov

### Occitanie

Mob 65

### Pays de Loire

Solidarauto 49

## Coopérer pour entreprendre

### Hauts-de-France

- Coopérative Baraka
- Enercoop Nord Pas-de-Calais - Picardie
- Le 64

### Île-de-France

- E2S Développement
- Les Petits d'Homme
- Made In Montreuil
- Petit Bain
- Port Parallèle

### Nouvelle Aquitaine

Frcivam

### Occitanie

- Coups d'Pousses
- Graines de Paysans
- Irisse
- Terracoopa

### National

- RTES - démarche PTCE
- Terre de liens

## **Provence-Alpes-Côte d'Azur**

- Centremploi
- Les Maisons du Monde
- Sagacité

## **Réunion**

Ardi

## **National**

- Pades
- Uniopss - France Active

## **Création ou développement de nouveaux services et métiers à forte valeur ajoutée environnementale ou sociale**

### **Auvergne-Rhône-Alpes**

- Alvéole
- Au marché conté
- Ethic Table
- Multi Services Développement
- Umij - Le bon plan
- Vénissieux Solidarité Culturelle

### **Bourgogne-Franche-Comté**

BTS

### **Bretagne**

Les Nouelles

### **Centre-Val-de-Loire**

- Construir'Eco
- Mature Entreprise
- Orchis

## **Guyane**

Adess

## **Hauts-de-France**

- Aclia
- Créativallée
- Elise
- Elyt Recyclage
- Fédération des étudiants UCL - Agoraé
- Inter's Flandre
- Le Panier de la Mer
- Pourquoi pas !
- Saveurs et saisons, le fournil bio
- Seson
- Solidarité & Initiative
- Tourville

## **Île-de-France**

- Ares services Val-de-Marne
- Ateliers Sans Frontières
- Extramuros
- Farinez-vous
- La Petite Reine

## **Normandie**

- Agir - La Redingote
- Aquacaux
- Cursus
- Emergence(s)
- Envie Boucles de Seine
- Provert
- Revivre
- Solidarité textiles

## **Nouvelle Aquitaine**

Gaspard 17

## **Occitanie**

- La Porte Ouverte
- Drôle de Pain

## **Pays-de-Loire**

- Aspire
- Cap Nord Vendée
- Envie 44
- Graine d'Id
- Les Paniers Bio Solidaires

## **Provence-Alpes-Côte d'Azur**

- Acta Vista
- Adije - Cosens
- Assama
- Compagnons Bâisseurs  
de Provence
- Kroc'Boat
- La Courte Echelle
- Remise en jeux
- Rhés0

## **National**

- Entrepreneurs de la Cité
- Gepetto - Optimômes
- Réseau Cocagne



